

2024

Société canadienne des postes

RAPPORT FINANCIER DU **DEUXIÈME TRIMESTRE**

Pour la période close le 29 juin 2024



Résultats financiers

TABLES DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs	2
1. Résumé	3
2. Activités de base et stratégie	13
3. Indicateurs de rendement clés	14
4. Capacités	16
5. Revue des activités d'exploitation	22
6. Liquidités et ressources en capital	33
7. Évolution de la situation financière	38
8. Risques et gestion des risques	40
9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes	41

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	43
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	44
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	46
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	47
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	49
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	51

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière pour la période de 13 semaines (deuxième trimestre ou T2) et la période de 26 semaines (deux premiers trimestres, période depuis le début de l'exercice ou le cumul annuel [CA]) closes le 29 juin 2024 de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales, Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) jusqu'au 1^{er} mars 2024, et Innovapost Inc. (Innovaposte) jusqu'au 15 avril 2024. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques.

Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés pour la période depuis le début de l'exercice : Postes Canada, Purolator et SCI. Les écritures de consolidation, les éliminations des soldes intersectoriels et les fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle responsable des services des technologies de l'information aux termes d'une convention de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (en vigueur jusqu'au 15 avril 2024), sont présentées séparément. La consolidation des résultats pour SCI a pris fin le 1^{er} mars 2024, et pour Innovaposte le 15 avril 2024, au moment de leurs cessions respectives. Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principale activité	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	–	98 %

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les variations de pourcentage pour les produits, les volumes et les charges d'exploitation dans le présent rapport sont ajustées selon les différences de jours ouvrables ou de journées payées au deuxième trimestre de 2024 et pour le cumul annuel de 2024 par rapport au deuxième trimestre et au cumul annuel de 2023. Des jours ouvrables et des journées payées de moins ont pour effet de faire diminuer respectivement les produits

et les volumes, ainsi que les charges d'exploitation, tandis que l'inverse est vrai pour les journées de plus. Ces journées varient selon l'entité comptable, comme suit :

Entreprise	T2 2024		CA de 2024	
	Jours ouvrables	Journées payées	Jours ouvrables	Journées payées
Groupe d'entreprises de Postes Canada et Postes Canada	+1	–	–	–
Purolator	+1	–	–	–

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le deuxième trimestre de 2024, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 22 août 2024.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs du Groupe, notamment des informations financières prospectives ou des perspectives financières, qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe. Ces énoncés comprennent, entre autres, la capacité de la Société à obtenir du financement supplémentaire et à poursuivre son exploitation, les approbations réglementaires, le rendement et les résultats opérationnels et financiers futurs, les besoins en fonds de roulement et en capital, les estimations et les hypothèses faites conformément aux exigences des IFRS.

En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse*, *but*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie*, *cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de*, *prévoir*, *être d'avis que*, *s'attendre à*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *chercher à*, *devoir*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations des résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la disponibilité et le calendrier de financement supplémentaire pour appuyer les exigences en matière de capital et d'exploitation de la Société, au besoin, la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles

peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations des résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe. Il est recommandé de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 22 août 2024; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1. Résumé

Aperçu du Groupe et résumé des résultats financiers du deuxième trimestre de 2024.

Avec son effectif de plus de 81 300 personnes (personnel à temps plein et à temps partiel, y compris temporaire, occasionnel et nommé pour une période déterminée), le Groupe est l'un des plus importants employeurs au Canada. Son plus important secteur, soit Postes Canada, est une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte près de 5 800 bureaux de poste à l'échelle nationale. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la responsabilité de fournir un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, tout en veillant à l'autofinancement de son exploitation.

Postes Canada fait partie de l'industrie postale mondiale, qui est composée d'administrations postales étrangères finançant habituellement leur obligation d'assurer un service universel grâce à une exclusivité prévue par la loi, ou par un monopole sur une partie du marché postal. Au cours des deux dernières décennies, la population et les entreprises canadiennes ont vécu la transition de l'ère du courrier à celle du commerce en ligne. Lorsque la population du Canada a commencé à recevoir moins de lettres et plus de colis, nous avons dû nous adapter à ces nouvelles habitudes, qui sont plus marquées depuis les cinq dernières années.

Postes Canada réagit continuellement au changement depuis des siècles. Toutefois, un réseau conçu pour livrer 5,5 milliards de lettres par an (notre point culminant en 2006) n'est pas viable pour 2,2 milliards de lettres (le volume que nous avons livré en 2023). Postes Canada fonctionne selon le principe de l'utilisateur-payeur : lorsque les besoins d'expédition de la population changent, Postes Canada doit s'adapter, sans quoi elle risque de subir une perte de revenus. D'importants changements doivent être apportés à notre modèle d'exploitation afin de moderniser et de maintenir notre service postal national pour toute la population. Postes Canada est déterminée à mener cette transition, consciente du rôle primordial qu'elle continue de jouer pour relier l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens des communautés urbaines, rurales et éloignées.

Points saillants financiers et opérationnels – Deuxième trimestre de 2024



Détérioration de notre position de liquidité et incidence sur la continuité de l'exploitation

Les défis financiers et commerciaux de Postes Canada, y compris les pertes récurrentes, la concurrence accrue dans le secteur de la livraison des colis, l'érosion continue du courrier transactionnel, un modèle de livraison désuet et une structure à coûts fixes élevés, menacent sa capacité à respecter ses obligations en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et du *Protocole du service postal canadien*. Le cadre réglementaire qui régit nos opérations n'a pas pu suivre le rythme de l'évolution rapide de notre environnement commercial, augmentant ainsi les pressions importantes sur nos activités. Des changements significatifs sont nécessaires pour que nous soyons en mesure de relever nos défis grandissants. Sans changements ni nouveaux paramètres de fonctionnement, nous prévoyons des pertes plus importantes et de plus en plus insoutenables au cours des prochaines années.

Nous avons établi ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sur la base de la continuité de l'exploitation conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS), qui supposent que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités. La gestion du capital, les facilités d'emprunt et la gestion des risques de liquidité de la Société sont des facteurs clés pris en considération dans notre évaluation du risque sur le plan de la continuité. Des jugements importants ont joué un rôle dans ces évaluations. Nous collaborons activement avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, afin d'élaborer des solutions pour gérer et atténuer les pressions sur les liquidités.



Plan d'entreprise

Postes Canada fonctionne sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020; ce dernier plan comprenait des hypothèses et des projections maintenant désuètes. Notre situation financière et notre contexte d'exploitation ont en effet largement empiré :

- Notre part de marché dans le secteur des colis a considérablement diminué en raison d'une concurrence féroce et de l'expansion des modèles tirant parti d'une main-d'œuvre à faible coût pour la livraison des colis.
- Les volumes du service Poste-lettres^{MC} ont continué de diminuer.
- Nos coûts d'exploitation ont augmenté à un rythme dépassant la croissance de nos revenus.
- Notre situation de trésorerie s'est considérablement détériorée.

Ces facteurs ont une incidence importante sur le rendement financier de Postes Canada.

Nous avons déposé auprès du gouvernement du Canada notre plan d'entreprise de 2024 à 2028, qui présente en détail les défis importants auxquels nous faisons face. Le plan met l'accent sur la nécessité de collaborer avec notre actionnaire pour assurer notre autonomie financière. Bien que le plan n'ait pas encore été approuvé, nous tenons d'importantes discussions avec le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, le gouvernement du Canada, nos agents négociateurs et la population que nous servons fièrement, afin de trouver des solutions et d'élaborer des plans pour la suite.



Résultats sectoriels

Résultat d'exploitation (en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(269)	(259)	(10)	(4,0) %	(490)	(371)	(119)	(32,0) %
Purolator	75	89	(14)	(15,7) %	106	139	(33)	(24,0) %
SCI	–	2	(2)	(100,0) %	1	5	(4)	(71,5) %
Écritures de consolidation et éliminations	–	–	–	(193,3) %	11	–	11	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(194)	(168)	(26)	(15,4) %	(372)	(227)	(145)	(63,6) %

+ Pourcentage de variation élevé.

Au deuxième trimestre de 2024, les pertes d'exploitation du Groupe sont principalement attribuables à la hausse des charges d'exploitation des secteurs Postes Canada et Purolator.

Depuis le début de l'exercice 2024, les pertes d'exploitation du Groupe sont principalement attribuables à la baisse des produits dans tous les secteurs et à l'augmentation des coûts dans les secteurs Postes Canada et Purolator. Les résultats des cessions de SCI et d'Innovaposte ne sont pas inclus dans les pertes d'exploitation dans la mesure où ils étaient comptabilisés dans les autres produits de l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global; par conséquent, ils sont exclus de cet aperçu du rendement de l'entreprise.

Résultat avant impôt (en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	46	(254)	300	118,1 %	(30)	(361)	331	91,7 %
Purolator	81	87	(6)	(6,9) %	120	133	(13)	(10,1) %
SCI	–	–	–	–	–	3	(3)	(100,0) %
Écritures de consolidation et éliminations	(262)	–	(262)	+	(119)	–	(119)	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(135)	(167)	32	19,3 %	(29)	(225)	196	87,3 %

+ Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est améliorée de 32 millions de dollars (+19,3 %) au deuxième trimestre de 2024 par rapport au deuxième trimestre de 2023 en raison du gain non récurrent sur la vente d'Innovaposte. Depuis le début de l'exercice 2024, la perte avant impôt s'est améliorée de 196 millions de dollars (+87,3 %) par rapport à la période correspondante de 2023, principalement en raison des gains non récurrents sur la vente de SCI et d'Innovaposte.

Cession de SCI et d'Innovaposte – En janvier 2024, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions de SCI, un important fournisseur canadien de services logistiques en tierce partie, et d'Innovaposte, le fournisseur de services partagés en technologie de l'information de la Société. La cession de SCI a été conclue le 1^{er} mars 2024; le produit de la vente, y compris les ajustements finaux, s'est élevé à 363 millions de dollars et un gain sur la vente (avant impôt) de 294 millions de dollars a été comptabilisé pour le premier semestre de 2024. La cession d'Innovaposte a été conclue le 15 avril 2024; le produit de la vente estimatif de 63 millions de dollars a été reçu et le gain sur la vente (avant impôt) estimatif de 54 millions de dollars a été comptabilisé au deuxième trimestre de 2024. Au-delà des dates de clôture respectives, tous les services fournis à la Société le sont dans le cadre d'une relation sans lien de dépendance, car les parties ne sont plus liées. Les cessions font partie du plan de transformation global de la Société visant à s'adapter aux nouveaux besoins de la population et des entreprises canadiennes. L'impartition des services de technologie de l'information (TI) à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI permettra à la Société de croître dans le marché du cybercommerce au Canada tout en se concentrant sur sa principale responsabilité, soit servir la population canadienne.



Secteur Postes Canada

Porteurs d'un Canada plus fort

Au cours des dernières années, nous avons réalisé des progrès importants dans notre plan de transformation, Porteurs d'un Canada plus fort. Nos progrès, présentés à la section 4 – Capacités, portent notamment sur les trois piliers du plan : offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale, et faire ce qu'il faut pour nos employés.

À la fin de 2023, nous avons effectué un examen exhaustif de nos investissements axés sur notre transformation. Bien que nous maintenions notre engagement à l'égard de notre transformation, nos défis financiers à court terme ont forcé l'arrimage de nos investissements sur nos priorités immédiates : affronter la concurrence dans le marché du cybercommerce, offrir un excellent service à la population canadienne et veiller à la sécurité de notre personnel. Ce recentrage de nos investissements a entraîné la suspension ou l'annulation de plusieurs initiatives, y compris certains investissements dans notre réseau de traitement et des projets pour l'expérience client, ainsi que le report d'acquisitions d'immobilisations.

Activités en cours : Compte tenu de l'annonce de la direction d'examiner les investissements dans notre transformation, nous continuerons d'établir des priorités quant aux investissements jusqu'en 2025 tout en travaillant, d'ores et déjà, à des mesures de réduction des coûts plus strictes.



Produits par secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	T2 2024	T2 2023	Écart	Écart (%)
Colis	763	791	(28)	(5,0) %	66	70	(4)	(7,2) %
Courrier transactionnel	579	566	13	0,6 %	529	543	(14)	(3,9) %
Marketing direct	256	237	19	6,2 %	1 205	1 030	175	15,2 %
Produits et services grand public	55	51	4	5,9 %	–	–	–	–
Total	1 653	1 645	8	(1,1) %	1 800	1 643	157	7,9 %

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart	Écart (%)
Colis	1 565	1 652	(87)	(5,3) %	134	140	(6)	(4,2) %
Courrier transactionnel	1 224	1 231	(7)	(0,6) %	1 146	1 176	(30)	(2,5) %
Marketing direct	502	460	42	9,1 %	2 263	1 908	355	18,6 %
Produits et services grand public	109	105	4	3,8 %	–	–	–	–
Total	3 400	3 448	(48)	(1,4) %	3 543	3 224	319	9,9 %

Baisse des produits du secteur d'activité Colis en raison de la concurrence et de la baisse des suppléments pour carburant depuis le début de l'exercice

Les produits et les volumes du secteur d'activité Colis ont baissé au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des mêmes périodes en 2023. Cette baisse peut être attribuée à la baisse des suppléments pour carburant (qui sont liés aux tarifs du marché), aux pressions de la concurrence et aux changements dans la composition de la clientèle et des canaux. Les produits et les volumes de colis d'arrivée ont été touchés négativement par la hausse de la popularité des groupeurs commerciaux compétitifs au détriment du réseau postal d'arrivée traditionnel.

Activités en cours : Nous évoluons sur un marché dynamique et saturé où la concurrence réussit à mieux répondre aux besoins en mutation de la population canadienne, par exemple, en offrant des services de livraison compétitifs, comme la livraison des colis le jour même et le jour suivant, la livraison jusqu'à sept jours par semaine et la livraison en soirée. Ces offres sont la nouvelle norme du secteur. Nous nous efforçons d'adapter et d'améliorer nos services de livraison pour qu'ils demeurent concurrentiels dans ce marché. La croissance du secteur d'activité Colis pour le reste de 2024 et au-delà dépendra de notre capacité à doter notre modèle de livraison d'une flexibilité semblable. Des négociations collectives sont en cours avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui représente près de 45 000 membres du personnel à temps plein et à temps partiel des unités de négociation Exploitation postale urbaine et Factrices et facteurs ruraux et suburbains. Des facteurs macroéconomiques, comme les habitudes de consommation et la croissance du cybercommerce de détail et du produit intérieur brut (PIB) réel, influenceront les comportements d'achat. Pour accroître notre part de marché, nous améliorons nos solutions de retour de colis et le rendement du service et nous continuons de répondre aux attentes des entreprises et de la population sur le développement durable.

Érosion continue des volumes de courrier et augmentation des tarifs réglementés au deuxième trimestre de 2024

Les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté au deuxième trimestre de 2024, mais ont diminué depuis le début de l'exercice 2024, tandis que les volumes étaient en baisse aux mêmes périodes par rapport à ceux des périodes correspondantes en 2023. Entrées en vigueur le 6 mai 2024, les augmentations tarifaires réglementées pour les timbres,

articles Poste-lettres, envois Poste aux lettres du régime international et droits postaux de services spéciaux ont permis d'atténuer en partie l'incidence de la baisse des volumes sur les produits. Au cours des six premiers mois de 2024, le grand public et les entreprises d'expédition ont continué de se tourner vers les communications numériques, ce qui a accentué l'érosion des volumes de courrier.

Activités en cours : Nous collaborons avec notre actionnaire afin de trouver des solutions pour atténuer les pressions sur les liquidités. L'approche commerciale actuelle n'offre pas suffisamment de flexibilité pour tarifier les timbres et les produits postaux à un niveau permettant de suivre l'indice des prix à la consommation (IPC) et de couvrir les coûts de livraison. Bien qu'il soit utile que les tarifs réglementés du courrier aient augmenté au deuxième trimestre de 2024, ils ne couvrent pas le coût de la prestation du service et les coûts fixes du réseau. Les tarifs du service Poste-lettres ont une incidence majeure sur les produits et notre capacité à assurer la livraison du courrier à l'avenir.

Croissance à deux chiffres des volumes dans le secteur d'activité Marketing direct en raison des solides résultats du service Courrier de quartier^{MC}

Les produits et les volumes du secteur d'activité Marketing direct ont augmenté au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des mêmes périodes en 2023. De nouveaux mandats et des ventes plus élevées du service Courrier de quartier de Postes Canada^{MC} ont eu une incidence positive sur les résultats. Les produits et les volumes ont continué de diminuer pour toutes les autres solutions de marketing direct en raison du virage des entreprises vers le marketing numérique et de l'incertitude économique. Les volumes sont restés inférieurs à ceux observés avant la pandémie.

Activités en cours : Les entreprises veulent créer des liens avec leur clientèle. Nous collaborons avec des commerces et des partenaires de l'industrie pour répondre à ce besoin, tout en respectant la vie privée et les préférences des gens. Nous continuons d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pour réduire les déchets de plastique et améliorer la durabilité environnementale des produits de marketing direct.

Produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des produits et services grand public ont augmenté au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à 2023. Cette augmentation est attribuable à la hausse des ventes de pièces de monnaie et d'articles de collection, ainsi que celles liées aux cases postales.

Activités en cours : Nous continuons d'explorer des solutions et des programmes novateurs permettant à davantage de personnes au Canada d'accéder aux services bancaires grâce à notre gamme de services financiers nouveaux ou existants. Par exemple, en partenariat avec la Banque de développement du Canada, nous continuons de mettre à l'essai un programme de prêts pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Alberta, qui a été lancé en 2023. Dans le cadre de ce test de marché, nous cherchons à déterminer la meilleure façon de joindre les PME mal desservies sur le plan financier et de soutenir leur croissance au moyen de prêts.



Charges d'exploitation plus élevées partiellement compensées par une baisse des investissements autres qu'en capital

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Main-d'œuvre	966	983	(17)	(1,8) %	1 935	1 949	(14)	(0,7) %
Avantages du personnel	292	241	51	21,0 %	587	479	108	22,5 %
Autres charges d'exploitation	571	592	(21)	(3,3) %	1 183	1 219	(36)	(2,9) %
Amortissement	93	88	5	4,9 %	185	172	13	7,5 %
Total des charges d'exploitation	1 922	1 904	18	0,9 %	3 890	3 819	71	1,9 %

Les charges d'exploitation ont augmenté au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à celles des mêmes périodes en 2023, principalement en raison de la hausse des charges liées aux avantages du personnel attribuable à une baisse des taux d'actualisation. Ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse des charges liées à la main-d'œuvre attribuable à une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volume, ces baisses ayant été en partie contrebalancées par des majorations de salaire. Les coûts d'investissement autres qu'en capital ont également diminué après que nous avons recentré nos priorités d'investissement de 2024.

Activités en cours : Nos activités nécessitent beaucoup de main-d'œuvre; celle-ci et les avantages du personnel représentent environ 65 % du total des charges d'exploitation au cours des six premiers mois de l'exercice. Avec la transition de nos activités du courrier vers les colis, nous nous attendons à une augmentation des coûts d'exploitation associés à la levée, au traitement et à la livraison des colis. Nous analysons activement nos coûts et cherchons à réaliser des économies dans toutes les fonctions. Les colis exigent plus d'outils technologiques, d'équipement, de balayages et de soutien pour la clientèle. Pour nous démarquer sur le marché dynamique de la livraison des colis du cybercommerce, nous avons besoin d'un modèle de main-d'œuvre plus flexible.



Gains de réévaluation et excédent de solvabilité plus élevé en raison de l'augmentation des taux d'actualisation

Pour le deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 respectivement, des gains de réévaluation de 340 millions de dollars et de 968 millions de dollars, après impôt, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les régimes à prestations déterminées du secteur Postes Canada. La charge actuarielle comptabilisée dans l'état du

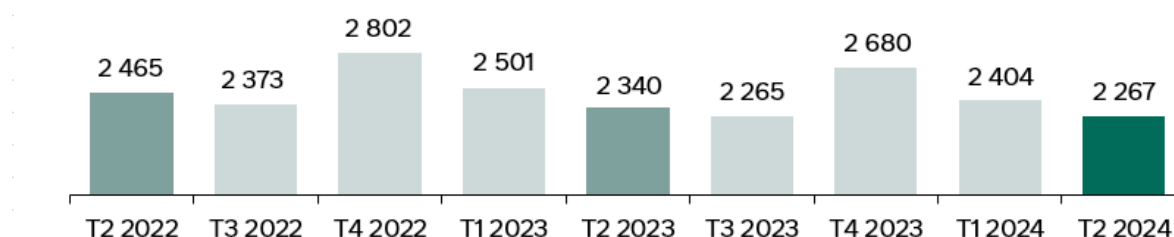
résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations. Les gains ont découlé principalement d'une augmentation des taux d'actualisation à la fin du deuxième trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2024 et au quatrième trimestre de 2023. Ce facteur a également amélioré l'excédent de solvabilité du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) (selon la valeur marchande des actifs du régime), qui a été estimé à 3 milliards de dollars par rapport à 2,2 milliards de dollars au 31 décembre 2023. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2024.

Groupe d'entreprises de Postes Canada – 2024

Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux résultats consolidés de 2024 du Groupe.

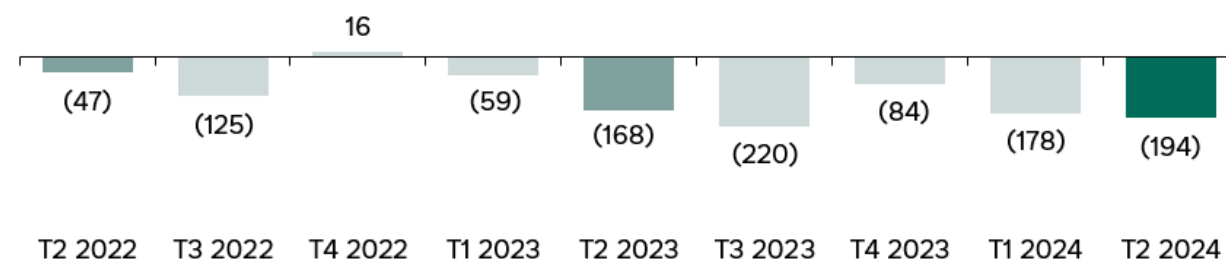
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



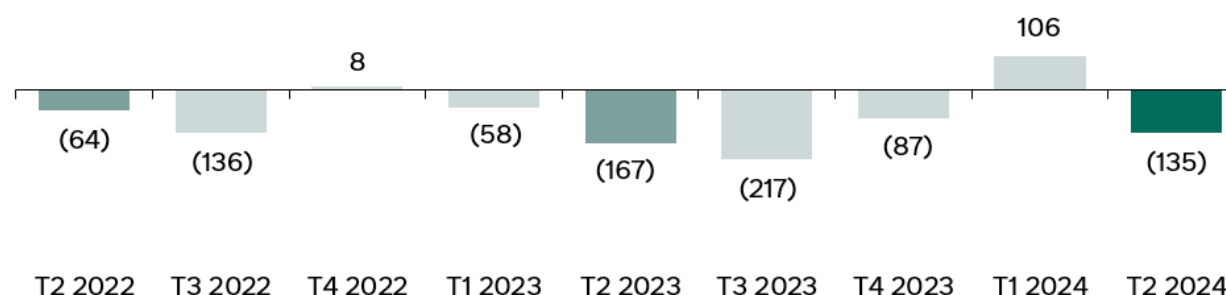
Résultat d'exploitation consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé du Groupe pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

État consolidé du résultat global

Un rapport plus détaillé de cet énoncé se trouve à la section 5 Revue des activités d'exploitation.

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	2 267	2 340	(73)	(4,6) %	4 671	4 841	(170)	(3,5) %	T2 : Baisses attribuables à la cession de SCI, compensées par de légères augmentations dans les secteurs Postes Canada et Purolator. CA : Baisse dans tous les secteurs.
Charges d'exploitation	2 461	2 508	(47)	(1,8) %	5 043	5 068	(25)	(0,5) %	Baisse des charges d'investissement autres qu'en capital dans le secteur Postes Canada contrebalancée par la hausse des avantages du personnel.
Résultat d'exploitation	(194)	(168)	(26)	(15,4) %	(372)	(227)	(145)	(63,6) %	Perte dans le secteur Postes Canada, en partie compensée par le résultat positif inscrit par le secteur Purolator.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	59	1	58	+	343	2	341	+	Profit sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Perte avant impôts	(135)	(167)	32	19,3 %	(29)	(225)	196	87,3 %	
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(122)	(40)	(82)	(207,0) %	(116)	(53)	(63)	(120,7) %	Reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé et incidence de la cession de filiales.
Résultat net	(13)	(127)	114	89,9 %	87	(172)	259	150,5 %	
Résultat global	344	(494)	838	169,6 %	1 111	(635)	1 746	275,0 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison de hausses des taux d'actualisation.

+ Pourcentage de variation élevé.

État consolidé des flux de trésorerie

Un rapport plus détaillé de cet énoncé se trouve à la section 6 Liquidités et ressources en capital.

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(52)	3	(49)	+	(62)	(31)	(31)	(91,6) %	La hausse des charges d'exploitation a été en partie contrebalancée par la baisse des prestations de retraite.
Entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	32	89	(57)	(64,3) %	61	76	(15)	(19,4) %	Diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition), compensée par le produit de la vente de SCI et d'Innovaposte.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(32)	2	4,9 %	(65)	(64)	(1)	(3,3) %	T2 : Baisse des paiements au titre des obligations locatives. CA : Dividendes versés contrebalancés par la réduction des paiements au titre de la location.

+ Pourcentage de variation élevé.

2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base.



Secteur Postes Canada

Le gouvernement du Canada s'attend à ce que la Société tienne compte de la nécessité de mener ses activités de manière financièrement autonome tout en répondant aux besoins de la population canadienne. Nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 (le plan) auprès du gouvernement du Canada. Ce plan décrit nos pertes financières cumulatives, la détérioration de notre position de liquidité, l'intensification de la concurrence et la nécessité de nous transformer et de nous moderniser. L'approche réglementaire n'a pas suivi les changements rapides dans les secteurs de la livraison et des services postaux. Pour nous acquitter de notre double responsabilité, soit de servir l'ensemble de la population canadienne et de veiller à l'autofinancement de notre exploitation, nous devons, sans attendre, apporter des changements importants à notre structure opérationnelle afin d'assurer sa viabilité.

continue. Nous avons conscience qu'il est urgent de nous moderniser et d'améliorer notre flexibilité opérationnelle pour répondre aux nouveaux besoins de la population canadienne dans un contexte de services postaux en évolution. Notre modèle d'affaires actuel n'est plus viable.

Nous restons fidèles à notre engagement d'offrir un meilleur service à la population et aux entreprises canadiennes. Nous avons amélioré notre service et notre capacité, soutenu notre personnel et pris des mesures pour respecter l'environnement et notre responsabilité sociale. Notre situation financière est devenue une priorité urgente. Nous collaborons activement avec notre actionnaire pour trouver des façons à court et à long terme de redresser notre situation financière, de moderniser le système postal et de rétablir notre autonomie financière dans un marché hautement concurrentiel.

Nous arrimons nos investissements sur nos priorités immédiates. Certains ont été reportés ou annulés.

3. Indicateurs de rendement clés

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement de la haute direction pour évaluer le rendement et les progrès par rapport aux priorités stratégiques associées à notre transformation. Des rapports présentent régulièrement à la direction et au Conseil d'administration un aperçu détaillé de la performance du secteur. Le tableau ci-dessous présente nos progrès et réalisations par rapport aux objectifs de 2024, lesquels témoignent de notre engagement à l'égard de notre personnel et de notre leadership social et environnemental.

Indicateurs de rendement clés		Objectif pour 2024	Résultat du CA de 2024	État	
	Fréquence totale des blessures par tranche de 100 personnes, sur douze mois (baisse)	(10 %)	7 %		
	Véhicules équipés de solutions télématiques (à ce jour)	13 500	10 850		
	Diversité du personnel ¹				
	Autochtones	3,2 %	3,5 %		
	Personnes en situation de handicap	7,9 %	9,1 %		
	Émissions des gaz à effet de serre (GES)	De portée 1 et de portée 2 pour les véhicules et les immeubles ²	112,7	60,8 ³	

Indicateurs de rendement clés			Objectif pour 2024	Résultat du CA de 2024	État
		(en kilotonnes d'émissions en équivalent de dioxyde de carbone)			
	Accessibilité numérique	Taux d'accessibilité numérique pour tous les produits numériques actifs	92,0 %	93,3 %	A
	Approvisionnement auprès des Autochtones	Dépenses auprès des peuples autochtones (pourcentage de dépenses directes admissibles auprès d'entreprises détenues par des Autochtones)	4,3 %	4,2 %	A
	Amélioration des services postaux dans les communautés autochtones	Nombre de communautés bénéficiant de services élargis et améliorés	Plus de 15	10	A
		Nombre de projets en discussion	120	63	A
	Retrait de produits illicites du flot de courrier dans les communautés autochtones	Nombre d'articles inspectés et retirés	3 660	2 584	A

Remarques :

État A Objectif atteint selon les paramètres de réussite, ou en voie d'atteindre les objectifs au 31 décembre 2024.

État B L'objectif de rendement n'a pas été atteint en raison d'un écart explicable.

État C Objectif non atteint (résultats hors paramètres de réussite).

1. Bien que les cibles soient établies pour tous les groupes désignés aux fins de l'équité, la Société dépasse la cible de 80 % de la disponibilité sur le marché du travail canadien pour les femmes et les personnes issues de minorités visibles. La Société ne modifie pas les stratégies de recrutement lorsque l'objectif est dépassé.
2. Les émissions de portée 3, qui comprennent tout le transport en amont, constituent 90 % des émissions de GES produites par Postes Canada. Dans le cadre de nos objectifs fondés sur la science, nous travaillons de concert avec nos fournisseurs afin que 67 % d'entre eux, en fonction des dépenses, adoptent un objectif fondé sur la science d'ici le 31 décembre 2025.
3. Le résultat du deuxième trimestre de 2024 constitue une prévision et sera vérifié avec un trimestre en retard. Les résultats sont touchés par le caractère saisonnier des activités. La valeur confirmée pour 2024 (exercice complet) sera communiquée dans le *Rapport sur le développement durable de 2024*.

4. Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les indicateurs de rendement clés et à produire des résultats.

Nous maintenons notre engagement à offrir un service fiable à l'ensemble de la population canadienne, à faire preuve de leadership en environnement et en responsabilité sociale, et à faire ce qu'il faut pour notre personnel. À la suite d'un exercice d'établissement des priorités mené à la fin de 2023, certains projets et investissements de notre plan de transformation ont été suspendus ou annulés en 2024 en raison de défis financiers.

4.1 Faire ce qu'il faut pour nos employés

Il nous incombe d'assurer la sécurité de notre personnel, de notre clientèle et des communautés que nous servons, et de faire en sorte que notre main-d'œuvre et notre culture concordent avec les attentes de la population envers la Société.



Secteur Postes Canada

Gestion des talents, formation et perfectionnement

Reconnaissant que le perfectionnement du personnel est essentiel pour attirer, maintenir en poste et mobiliser les talents, nous avons offert une séance d'information à notre équipe de direction sur la façon de favoriser une culture du rendement élevé et de concilier empathie et productivité. L'équipe a acquis des compétences pratiques pour concevoir des solutions axées sur la personne et créer des plans de leadership inclusifs, en faisant cadrer ces efforts avec le plan de transformation de la Société et ses valeurs d'entreprise durable. Toutefois, étant donné la nécessité de limiter les dépenses discrétionnaires, nous avons décidé de suspendre la prestation du programme pour 2024.

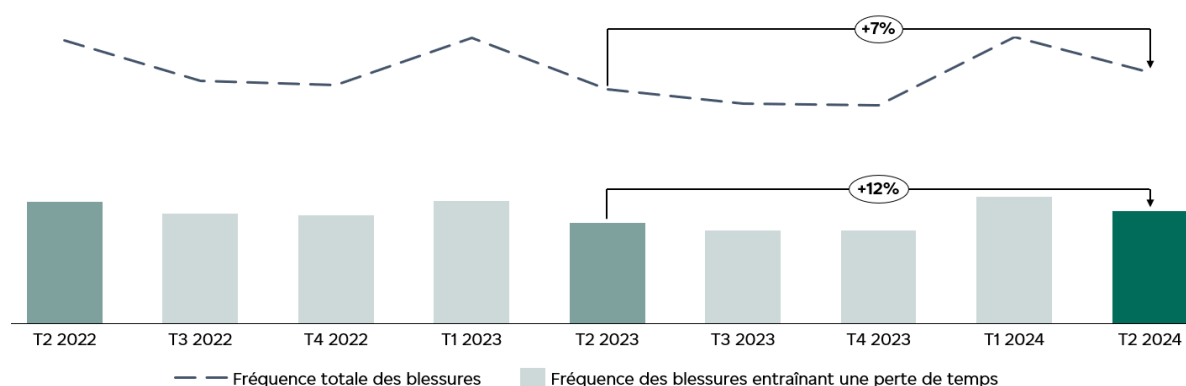
Santé, sécurité et bien-être

Postes Canada accorde une grande importance à la santé, à la sécurité et au bien-être de son personnel, de sa clientèle et des communautés qu'elle sert. Au cours de ces dernières années, les résultats sur la sécurité ont connu une amélioration importante en raison du travail exceptionnel du personnel de première ligne, des chefs et des comités mixtes de santé et sécurité. Nos responsables de la sécurité à l'échelle du pays doivent absolument continuer de s'attaquer aux problèmes de rendement à cet égard et de veiller à ce que le milieu de travail soit sain et sécuritaire. Au deuxième trimestre de 2024, nous avons accordé une attention particulière à la réduction du potentiel d'incidents liés à la sécurité vitale – c'est-à-dire les incidents qui peuvent potentiellement causer de graves blessures. On a confié aux chefs la responsabilité de collaborer activement avec leurs équipes pour comprendre les causes fondamentales des incidents qui compromettent la sécurité vitale. Leurs tâches ont consisté à

effectuer des vérifications de sécurité vitale, à mettre en œuvre des mesures correctives et des mesures de contrôle des dangers, et à tenir avec leurs équipes des séances supplémentaires sur la santé et la sécurité. Cet effort vise à assurer l'harmonisation avec les principales activités décrites dans la Stratégie décennale de santé et de sécurité de Postes Canada, tout en apportant les changements nécessaires en cours de route.

Au deuxième trimestre de 2024, le taux de fréquence totale des blessures et le taux de fréquence des blessures entraînant une perte de temps ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante de 2023. Nos résultats de sécurité sont bien plus que des statistiques – il s'agit de veiller à ce que tout le monde rentre à la maison sain et sauf à la fin de chaque journée. Il s'agit de sauver des vies, de prévenir des blessures graves.

Fréquence des blessures (écart en %)



Sécurité routière

- Plus de 9 400 véhicules de la Société et plus de 650 postes de facteurs sont maintenant inclus dans les rapports générés par les appareils télématiques concernant l'utilisation de la ceinture de sécurité et les excès de vitesse. Cette mesure nous permet d'être conformes aux meilleures pratiques du marché et est un outil de plus pour promouvoir les comportements de conduite sécuritaire.
- Au deuxième trimestre, nous avons offert des cours de formation incluant des capsules Info-sécurité axés sur la marche arrière sécuritaire et l'amélioration de la conduite. Plus de 730 personnes ont participé à ces séances jusqu'à présent en 2024.

Équité, diversité et inclusion

L'équité, la diversité et l'inclusion font partie intégrante de l'engagement de Postes Canada en matière de responsabilité sociale pour devenir porteurs d'un Canada plus fort – sa nouvelle raison d'être. Attirer, perfectionner et maintenir en poste une main-d'œuvre qui reflète la diversité du Canada sont des étapes essentielles à notre succès, car la diversité est importante pour la clientèle et les collectivités que nous servons.

Au deuxième trimestre, nous avons rendu hommage aux membres de notre personnel et de notre clientèle qui s'identifient comme 2ELGBTQIA+ en offrant notre cachet postal dédié à la Fierté tout au long du mois de juin. Le siège social a été illuminé aux couleurs de l'arc-en-ciel

pendant tout le mois, et nous avons participé à plusieurs défilés de la Fierté dans diverses villes du pays.

Relations du travail

Au deuxième trimestre de 2024, nous avons continué de collaborer avec tous nos agents négociateurs sur un certain nombre de sujets et d'initiatives par l'entremise de divers comités, de consultations et d'autres mécanismes. Par exemple :

- Nous avons collaboré avec tous les agents négociateurs en vue de créer un plan fédéral exhaustif d'équité salariale.
- Nous avons poursuivi nos discussions avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et repris les discussions avec l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) au sujet des services financiers.
- Nous avons continué notre partenariat avec l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC) concernant des préoccupations précises, comme la violence et le harcèlement en milieu de travail.

De plus, des réunions de mise à jour sur les activités avec la direction de l'Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC) et de l'AOPC, ainsi qu'avec la haute direction de la Société, ont eu lieu en mai et en juin, respectivement, afin de discuter du contexte actuel de l'entreprise et de sujets d'intérêt commun.

État des négociations

Au deuxième trimestre de 2024, nous avons reçu un avis de négociation de l'AFPC/SEPC. Cet avis a marqué officiellement le début de notre processus de négociation pour une nouvelle convention collective. Notre convention collective actuelle avec l'AFPC/SEPC prendra fin le 31 août 2024.

Les négociations collectives se poursuivent avec l'ACMPA dans le but de conclure des ententes négociées sans incidence sur la population canadienne. Nous sommes encore au début du processus de négociation et il reste beaucoup de sujets à aborder. Les discussions se poursuivent dans toutes les rondes de négociation.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS).

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2024 et le 31 décembre 2023. Après huit mois de négociation, le STTP a déposé le 2 août 2024 des avis de différend auprès du ministre fédéral du Travail, demandant de recourir à la conciliation afin d'aider les parties à conclure de nouvelles conventions collectives. En vertu du *Code canadien du travail*, les conventions collectives continuent de s'appliquer au personnel représenté par le STTP pendant la période de conciliation et les négociations continuent. La Société adhère toujours pleinement au processus de négociation.

4.2 Notre réseau et notre infrastructure



Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada gère un réseau d'exploitation étendu qui nécessite un énorme travail de coordination entre les activités de levée, de traitement, de transport et de livraison. Nous investissons dans nos opérations et notre technologie à l'échelle de notre réseau afin de nous adapter à la croissance prévue du commerce en ligne au cours de la prochaine décennie et de mieux servir la population canadienne aujourd'hui et demain.

Service et capacité

Au deuxième trimestre de 2024, nous avons axé nos efforts sur des projets visant à répondre aux besoins en évolution de la population canadienne, surtout sur le soutien de la croissance du cybercommerce.

Ajouts et modernisations d'installations

Province	Municipalité	Type d'installation	Modification
Alberta	Gratum	Bureau de poste	Déménagement
Alberta	Gratum	Bureau de poste	Nouvelle installation

Réapprovisionnement des actifs

Au deuxième trimestre de 2024, Postes Canada a reçu 278 véhicules à conduite à droite C-250 qui seront utilisés pour remplacer les fourgonnettes compactes et les véhicules en fin de vie utile.

Technologie

Afin de favoriser l'efficacité opérationnelle, d'améliorer le service et le suivi, de soutenir notre réseau et notre capacité, et de fournir une expérience exceptionnelle à la population canadienne, nous avons avancé dans le projet de transformation de l'expérience en poursuivant nos activités de mise à l'essai et de préparation du système en prévision de la mise à niveau technique et de la transformation du SAP S/4HANA, dont le déploiement est désormais prévu en 2025.

4.3 Nos priorités environnementales, sociales et de gouvernance



Secteur Postes Canada

En tant qu'employeur de premier plan au Canada, Postes Canada assume sa responsabilité de promouvoir la diversité, l'inclusion et le développement durable.

Développement durable

Postes Canada s'est engagée à réduire l'impact environnemental de ses opérations, et ce, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les déchets, en faisant la promotion de l'économie circulaire et en rendant ses activités de transport plus écologiques. Voici les progrès réalisés au deuxième trimestre pour protéger l'environnement et assurer un avenir durable :

- Nous avons publié notre *Rapport sur le développement durable 2023*, qui fait le point sur les efforts importants que nous déployons pour rendre nos activités plus écologiques et faire preuve de leadership en responsabilité sociale pour la population canadienne.
- Nous avons lancé une formation sur les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) à l'intention du personnel. Ce cours permettra de comprendre les bases de notre Politique sur le développement durable introduite au premier trimestre de 2024.
- Nous avons finalisé une étude du cycle de vie de nos emballages afin de mieux comprendre leurs répercussions environnementales et d'orienter notre stratégie sur les solutions écoresponsables.
- Nous avons conclu un contrat avec notre nouveau fournisseur de gestion des déchets afin d'accroître la disponibilité du recyclage dans les emplacements partout au pays et de mettre davantage l'accent sur l'objectif zéro déchet dans nos opérations.
- La Société s'est classée 26^e sur la liste des 50 meilleures entreprises responsables, en hausse de 11 places depuis le classement de 2023, et a fini dans le premier quartile pour la productivité du carbone, la diversité au sein de l'équipe de direction et du Conseil d'administration, les investissements liés au développement durable et la pollution de l'air, entre autres indicateurs clés.

Gouvernance

La population canadienne fait confiance à Postes Canada pour traiter quotidiennement des renseignements personnels, et préserver cette confiance est notre priorité absolue. Bien que nous réaffirmions que le programme Marketing Intelliposte^{mc} a toujours fonctionné conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) a soulevé une préoccupation en 2023 au sujet de notre utilisation des données sur les adresses dans le cadre de ce programme. Nous avons donc effectué un examen interne du programme, puis apporté des changements en conséquence. Au deuxième trimestre de 2024, le CPVP a déposé son rapport annuel au Parlement dans lequel il confirme officiellement que ces changements étaient

suffisants pour résoudre la plainte et ses préoccupations connexes. Nous continuerons de veiller à ce que nos pratiques de protection des renseignements personnels évoluent et intègrent les pratiques exemplaires et les conseils des organismes de réglementation à l'échelle nationale et internationale.

Accessibilité

La Stratégie sur l'accessibilité de Postes Canada consiste à adopter une approche proactive pour intégrer les améliorations de l'accessibilité à l'échelle de la Société, pour la clientèle et le personnel. Voici quelques réalisations clés du deuxième trimestre qui reflètent les progrès réalisés dans le cadre de cette stratégie :

- Nous avons lancé notre formation en ligne sur la sensibilisation à l'accessibilité. Celle-ci cadre avec notre Politique en matière d'accessibilité et la Stratégie sur l'accessibilité, conformément à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*.
- Nous avons tenu une réunion avec la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) pour examiner notre Rapport d'étape sur l'accessibilité 2023. L'équipe de l'Accessibilité a élaboré un plan d'action en consultation avec la CCDP qui décrit les étapes à suivre pour harmoniser notre rapport avec les exigences législatives.

4.4 Produits et offres pour servir la population canadienne



Secteur Postes Canada

Postes Canada sert la population canadienne par de multiples canaux. Grâce à notre vaste réseau de livraison et d'emplacements de vente au détail, nous joignons le grand public. Nos activités commerciales du régime intérieur, qui sont notre plus importante source de revenus, comprennent des produits et services destinés aux grandes entreprises nationales, à la clientèle commerciale du marché intermédiaire et aux petites entreprises locales. Le canal international comprend les services d'arrivée et de départ qu'offre Postes Canada en collaboration avec des administrations postales étrangères et qui sont régis par l'Union postale universelle et les ententes bilatérales avec ses partenaires commerciaux.



Au service des gens dans leurs communautés : réseau de vente au détail

Postes Canada joue un rôle crucial en offrant des services essentiels au grand public et aux entreprises de toutes tailles partout au pays grâce à son vaste réseau de vente au détail. Par l'entremise de ce réseau composé de bureaux de poste et de points de service, nous offrons du soutien aux communautés, des centres urbains aux régions rurales et éloignées, en mettant l'accent sur le service et l'accessibilité. Grâce à notre gamme de services qui comprend la livraison du courrier, l'expédition et le ramassage de colis, ainsi que le retour de produits, nous

nous assurons que la population canadienne a facilement accès aux ressources nécessaires. Nos initiatives en faveur des communautés, comme l'offre accrue de services avec nos carrefours communautaires, mettent encore plus l'accent sur notre engagement à répondre aux besoins en évolution de la clientèle et à cultiver des liens au sein de toutes les localités canadiennes.

Services financiers

Nous explorons des solutions et des programmes novateurs permettant à davantage de personnes au Canada d'accéder aux services bancaires. Nous avons poursuivi notre initiative pilote de prêts aux petites et moyennes entreprises de l'Alberta (lancée initialement en 2023), en partenariat avec la Banque de développement du Canada. D'ici la fin de 2024, nous prévoyons également offrir d'autres services financiers pour aider les personnes mal desservies à accéder à des fonds et pour rendre les ressources financières accessibles à tout le monde.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre performance financière au deuxième trimestre de 2024.

À moins d'indication contraire, les résultats de cette section sont présentés pour le deuxième trimestre de 2024 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024, et comparés à ceux des mêmes périodes en 2023.

5.1 Résultats d'exploitation consolidés

Tendances consolidées

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe pour les neuf derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes, qui est la période de pointe. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe ne varient pas au cours de l'année.

(en millions de dollars)

	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023	T4 2022	T3 2022	T2 2022
Produits d'exploitation	2 267	2 404	2 680	2 265	2 340	2 501	2 802	2 373	2 465
Charges d'exploitation	2 461	2 582	2 764	2 485	2 508	2 560	2 786	2 498	2 512
Résultat d'exploitation	(194)	(178)	(84)	(220)	(168)	(59)	16	(125)	(47)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	59	284	(3)	3	1	1	(8)	(11)	(17)
Résultat avant impôt	(135)	106	(87)	(217)	(167)	(58)	8	(136)	(64)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(122)	6	215	(54)	(40)	(13)	9	(35)	(15)
Résultat net	(13)	100	(302)	(163)	(127)	(45)	(1)	(101)	(49)

Résultats consolidés du deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	2 267	2 340	(73)	(4,6) %	4 671	4 841	(170)	(3,5) %
Charges d'exploitation	2 461	2 508	(47)	(1,8) %	5 043	5 068	(25)	(0,5) %
Résultat d'exploitation	(194)	(168)	(26)	(15,4) %	(372)	(227)	(145)	(63,6) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	59	1	58	+	343	2	341	+
Perte avant impôts	(135)	(167)	32	19,3 %	(29)	(225)	196	87,3 %
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(122)	(40)	(82)	(207,0) %	(116)	(53)	(63)	(120,7) %
Résultat net	(13)	(127)	114	89,8 %	87	(172)	259	150,5 %
Autres éléments du résultat global	357	(367)	724	197,3 %	1 024	(463)	1 487	321,3 %
Résultat global	344	(494)	838	169,6 %	1 111	(635)	1 746	275,0 %

+ Pourcentage de variation élevé.

Au deuxième trimestre de 2024, le Groupe a déclaré une perte d'exploitation importante, qui a empiré par rapport à 2023, principalement en raison des augmentations de coûts dans les secteurs Postes Canada et Purolator. Pour les six premiers mois de 2024, la perte d'exploitation du Groupe est principalement attribuable à la baisse des produits dans tous les secteurs et à l'augmentation des coûts dans les secteurs Postes Canada et Purolator.

Le gain sur la vente de SCI au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de la même année n'est pas inclus dans la perte d'exploitation, car il a été comptabilisé dans les placements et les autres produits de l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global. On attribue à ce gain sur la vente une amélioration de la perte avant impôt du Groupe au deuxième trimestre de 2024 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024, par rapport à la perte avant impôt en 2023. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 5.3 et 5.4.



Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont diminué au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023, principalement en raison de la cession de SCI. Au deuxième trimestre de 2024, les baisses de revenus découlant de la cession de SCI ont été en partie compensées par la hausse des revenus des secteurs Postes Canada et Purolator. Depuis le début de l'exercice 2024, les produits d'exploitation étaient moins élevés dans tous les secteurs.



Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de 2024 par rapport à 2023; cette situation est attribuable à la cession de SCI au premier trimestre de 2024 et à la baisse des investissements autres qu'en capital qui a été contrebalancée par la hausse des charges au titre des avantages du personnel.

Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

En raison de la cession de SCI au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de la même année, les produits nets liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté considérablement au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des mêmes périodes en 2023.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global consolidé au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 sont principalement attribuables aux gains de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison d'une hausse du taux d'actualisation.

5.2 Résultats d'exploitation par secteur



Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	46	(254)	300	118,1 %	(30)	(361)	331	91,7 %
Purolator	81	87	(6)	(6,9) %	120	133	(13)	(10,1) %
SCI	–	–	–	–	–	3	(3)	(100,0) %
Écritures de consolidation et éliminations	(262)	–	(262)	+	(119)	–	(119)	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(135)	(167)	32	19,3 %	(29)	(225)	196	87,3 %

+ Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est améliorée de 196 millions de dollars (+87,3 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à la même période en 2023. Le gain consolidé non récurrent (avant impôt) de 294 millions de dollars sur la vente de SCI au premier trimestre de 2024, et de 54 millions de dollars sur la vente d'Innovaposte au deuxième trimestre

de 2024, a largement contribué à ces résultats. Les résultats des secteurs Postes Canada et Purolator comprennent les dividendes reçus par suite de la cession de SCI et d'Innovaposte. Les résultats du secteur Postes Canada depuis le début de l'exercice 2024 ont été influencés par les revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023). Ces dividendes ont été éliminés au moment de la consolidation. Le résultat d'exploitation, une perspective du rendement de l'entreprise qui exclut ces répercussions exceptionnelles, a affiché une détérioration, particulièrement dans le secteur Postes Canada.

5.3 Secteur Postes Canada

Les pertes d'exploitation se sont creusées de 10 millions de dollars (-4,0 %) au deuxième trimestre et de 119 millions de dollars (-32,0 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux mêmes périodes en 2023.

Le bénéfice avant impôt du secteur s'est établi à 46 millions de dollars au deuxième trimestre de 2024, soit une amélioration de 300 millions de dollars (+118,1 %) par rapport au deuxième trimestre de 2023, principalement en raison du revenu de dividendes versé par suite des cessions de SCI et d'Innovaposte.

La perte avant impôt de 30 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2024 a représenté une amélioration de 331 millions de dollars (+91,7 %) par rapport à la même période en 2023, et ce, en raison du revenu de dividendes versé par suite des cessions de SCI et d'Innovaposte, et du moment du versement du revenu de dividendes de Purolator (effectué au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023).

Résumé des résultats du deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 653	1 645	8	(1,1) %	3 400	3 448	(48)	(1,4) %
Charges d'exploitation	1 922	1 904	18	0,9 %	3 890	3 819	71	1,9 %
Résultat d'exploitation	(269)	(259)	(10)	(4,0) %	(490)	(371)	(119)	(32,0) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	315	5	310	+	460	10	450	+
Résultat avant impôt	46	(254)	300	118,1 %	(30)	(361)	331	91,7 %

+ Pourcentage de variation élevé.



Produits d'exploitation

Au deuxième trimestre de 2024, les produits ont augmenté de 8 millions de dollars (-1,1 %) par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2023. Les produits totaux depuis le début de l'exercice 2024 ont diminué de 48 millions de dollars (-1,4 %) par rapport à ceux de 2023. Les volumes totaux au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 ont augmenté respectivement de 157 millions d'articles (+7,9 %) et de 319 millions d'articles (+9,9 %) par rapport à ceux de 2023, principalement en raison de la conclusion de nouvelles affaires et du lancement, à la mi-2023, d'un nouveau format de service Courrier de quartier de Postes Canada^{MC} plus respectueux de l'environnement, ce qui a contrebalancé la baisse des volumes dans toutes les autres catégories de produits. La concurrence exacerbée par les nouveaux venus dans le secteur de la livraison de colis, l'incertitude économique et le virage numérique réduisent les dépenses des gens et contribuent à ces résultats négatifs.

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	T2 2024	T2 2023	Écart	Écart (%)
Colis du régime intérieur	627	639	(12)	(3,3) %	55	56	(1)	(4,7) %
Colis de départ	70	66	4	4,9 %	3	3	–	13,3 %
Colis d'arrivée	57	77	(20)	(27,2) %	8	11	(3)	(25,6) %
Autres	9	9	–	(4,6) %	–	–	–	–
Total – Colis	763	791	(28)	(5,0) %	66	70	(4)	(7,2) %
Poste-lettres ^{MC} du régime intérieur	553	540	13	0,8 %	512	524	(12)	(3,8) %
Poste aux lettres de départ	15	15	–	2,1 %	6	7	(1)	1,9 %
Poste aux lettres d'arrivée	11	11	–	(11,0) %	11	12	(1)	(10,5) %
Total – Courrier transactionnel	579	566	13	0,6 %	529	543	(14)	(3,9) %
Courrier personnalisé de Postes Canada ^{MC}	88	95	(7)	(8,1) %	149	161	(12)	(9,3) %
Courrier de quartier de Postes Canada ^{MC}	130	101	29	25,5 %	1 012	821	191	21,5 %
Total Marketing Intelliposte ^{MC}	218	196	22	9,3 %	1 161	982	179	16,4 %
Poste-publications ^{MC}	30	33	(3)	(9,3) %	41	45	(4)	(10,5) %
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	4	4	–	(6,1) %	3	3	–	(13,4) %
Autres	4	4	–	(3,7) %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	256	237	19	6,2 %	1 205	1 030	175	15,2 %
Produits et services grand public	55	51	4	5,9 %	–	–	–	–
Total	1 653	1 645	8	(1,1) %	1 800	1 643	157	7,9 %

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart	Écart (%)
Colis du régime intérieur	1 274	1 335	(61)	(4,5) %	111	113	(2)	(2,3) %
Colis de départ	143	143	–	0,4 %	6	6	–	12,7 %
Colis d'arrivée	128	158	(30)	(18,9) %	17	21	(4)	(19,2) %
Autres	20	16	4	15,1 %	–	–	–	–
Total – Colis	1 565	1 652	(87)	(5,3) %	134	140	(6)	(4,2) %
Poste-lettres ^{MC} du régime intérieur	1 164	1 171	(7)	(0,6) %	1 107	1 135	(28)	(2,5) %
Poste aux lettres de départ	33	34	(1)	(1,2) %	15	16	(1)	(0,3) %
Poste aux lettres d'arrivée	27	26	1	0,4 %	24	25	(1)	(4,8) %
Total – Courrier transactionnel	1 224	1 231	(7)	(0,6) %	1 146	1 176	(30)	(2,5) %
Courrier personnalisé de Postes Canada ^{MC}	192	201	(9)	(4,3) %	319	336	(17)	(5,2) %
Courrier de quartier de Postes Canada ^{MC}	237	181	56	30,5 %	1 861	1 481	380	25,7 %
Total Marketing Intelliposte ^{MC}	429	382	47	12,3 %	2 180	1 817	363	19,9 %
Poste-publications ^{MC}	58	62	(4)	(6,4) %	78	85	(7)	(8,0) %
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	8	8	–	(5,7) %	5	6	(1)	(11,9) %
Autres	7	8	(1)	(3,8) %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	502	460	42	9,1 %	2 263	1 908	355	18,6 %
Produits et services grand public	109	105	4	3,8 %	–	–	–	–
Total	3 400	3 448	(48)	(1,4) %	3 543	3 224	319	9,9 %



Produits et volumes selon le secteur d'activité

Colis

Au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, les produits du secteur d'activité Colis ont diminué respectivement de 28 millions de dollars (-5,0 %) et de 87 millions de dollars (-5,3 %), et les volumes ont baissé (-7,2 % et -4,2 %, respectivement) par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Colis du régime intérieur** ont baissé de 12 millions de dollars (-3,3 %) au deuxième trimestre de 2024 et de 61 millions de dollars (-4,5 %) depuis le début de l'exercice 2024, par rapport aux mêmes périodes en 2023, principalement en raison d'une diminution des suppléments pour carburant, qui sont liés aux fluctuations du marché, et des

changements dans la composition de la clientèle et des canaux. La concurrence féroce après la pandémie fait perdre à Postes Canada des parts de marché au profit d'entreprises bien établies à l'échelle mondiale et de nouvelles entreprises d'expédition à faible coût, ce qui contribue à la baisse des produits et des volumes. Les investissements essentiels dans le service et la capacité, comme l'ouverture du Centre de traitement Albert-Jackson en 2023, ont mené à notre meilleur rendement enregistré pour la livraison à temps des colis. Malgré cela, nous continuons d'avoir de la difficulté à égaler l'agilité, la flexibilité et l'envergure de nos concurrents.

- Les produits de la catégorie **Colis de départ** (produits liés à l'affranchissement auprès de la clientèle du régime intérieur pour les colis à destination d'administrations postales étrangères) ont augmenté de 4 millions de dollars (+4,9 %) au deuxième trimestre de 2024 et sont demeurés stables depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023. Les produits de la catégorie Colis de départ par article varient selon le pays de destination et les canaux de vente (clientèle de la vente au détail ou clientèle commerciale). En 2024, la composition de la clientèle a eu une incidence négative sur les produits.
- Les produits de la catégorie **Colis d'arrivée** (droits payés à Postes Canada par d'autres administrations postales pour la livraison des envois provenant de l'extérieur du Canada) ont diminué de 20 millions de dollars (-27,2 %) au deuxième trimestre et de 30 millions de dollars (-18,9 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à 2023. Les volumes d'arrivée ont continué de diminuer, car les pays continuent de délaisser le réseau postal au profit de canaux commerciaux concurrentiels du régime intérieur et de concurrents à faible coût. Ces baisses ont été contrebalancées par un changement dans la composition des pays et des produits circulant dans ce canal.
- Les produits de la catégorie **Autres**, qui comprennent principalement les frais provenant du programme des importations postales assujetties à des droits de douane, ont augmenté au cours des six premiers mois de 2024 par rapport à 2023, en raison de la hausse des volumes d'articles d'arrivée visés par des droits de douane et des taxes pour lesquels nous percevons des frais d'administration par article.

Courrier transactionnel

Les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 13 millions de dollars (+0,6 %) au deuxième trimestre de 2024 et ont diminué de 7 millions de dollars (-0,6 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023, et les volumes ont diminué de -3,9 % et de -2,5 %, respectivement. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Poste-lettres du régime intérieur** ont augmenté de 13 millions de dollars (+0,8 %) au deuxième trimestre de 2024 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2023, principalement en raison de l'augmentation des tarifs réglementés des timbres. Depuis le début de l'exercice 2024, les produits ont diminué de 7 millions de dollars (-0,6 %), alors que la transition à l'ère numérique continue d'éroder nos services Poste-lettres^{MC} traditionnels. L'augmentation des tarifs des timbres réglementés a pondéré en partie cette baisse.

- Les volumes de la catégorie **Poste aux lettres de départ et Poste aux lettres d'arrivée** ont été relativement stables. Les produits du service Poste aux lettres de départ sont générés par la clientèle du régime intérieur pour le courrier envoyé vers d'autres pays, tandis que les produits du service Poste aux lettres d'arrivée sont recueillis par les administrations postales étrangères, puis partagés avec Postes Canada puisqu'elle assure la livraison de leur courrier au Canada.

Marketing direct

Les produits du secteur d'activité Marketing direct ont connu une hausse de 19 millions de dollars (+6,2 %) pour une augmentation de 175 millions d'articles (+15,2 %) au deuxième trimestre de 2024, comparativement au deuxième trimestre de 2023, et de 42 millions de dollars (+9,1 %) pour une augmentation de 355 millions d'articles (+18,6 %) depuis le début de l'exercice 2024. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits du service **Courrier personnalisé^{mc}** ont diminué de 7 millions de dollars (-8,1 %) et de 9 millions de dollars (-4,3 %) respectivement au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024; dans le même temps, les volumes ont continué d'être touchés négativement par les plateformes numériques qui permettent de se faire connaître auprès du grand public au moyen de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle (IA). Toutefois, la proposition de valeur consistant à offrir à notre clientèle un mode de communication plus significatif et plus percutant demeure solide.
- Les produits du service **Courrier de quartier^{mc}** ont augmenté de 29 millions de dollars (+25,5 %) au deuxième trimestre de 2024 et de 56 millions de dollars (+30,5 %) au cours des six premiers mois de 2024, par rapport aux périodes correspondantes de 2023. Des ententes nouvellement conclues génèrent un fort engagement à l'échelle locale, et la distribution élargie des campagnes existantes à des adresses supplémentaires contribue également à la croissance. Le lancement réussi d'un nouveau format de courrier respectueux de l'environnement en 2023 continue d'avoir une incidence positive sur les produits et les volumes.
- Les produits et les volumes du service **Poste-publications** ont souffert de la baisse des abonnements et des campagnes sur format papier, les publications numériques étant de plus en plus le mode de livraison privilégié.
- Les produits de la catégorie **Correspondance-réponse d'affaires^{mc} et autre courrier** sont également demeurés stables au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, comparativement aux mêmes périodes en 2023.

Produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des **produits et services grand public** ont augmenté de 4 millions de dollars (+5,9 %) au deuxième trimestre de 2024 et de 4 millions de dollars (+3,8 %) depuis le début de l'exercice 2024, comparativement aux périodes correspondantes de 2023; cette situation est principalement due à une hausse des ventes de produits et services grand public, comme les pièces de monnaie et les articles de collection, ainsi que celles liées aux cases postales.



Charges d'exploitation

Au deuxième trimestre de 2024, les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont augmenté de 18 millions de dollars (+0,9 %) par rapport au deuxième trimestre de 2023, et de 71 millions de dollars (+1,9 %) au cours des six premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges liées aux avantages du personnel découlant de la baisse des taux d'actualisation et des augmentations salariales nécessaires pour demeurer concurrentiels et attirer un effectif solide. Une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volume a permis d'atténuer certaines de ces charges. De plus, la hausse des prix du carburant et l'inflation générale ont contribué à l'augmentation globale des charges d'exploitation. Toutefois, ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse des investissements autres qu'en capital, car l'entreprise a recentré ses priorités en matière d'investissement pour 2024.

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA de 2024	CA de 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Main-d'œuvre	966	984	(18)	(1,8) %	1 935	1 950	(15)	(0,7) %
Avantages du personnel	292	240	52	21,0 %	587	478	109	22,5 %
Total des charges de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 258	1 224	34	2,7 %	2 522	2 428	94	3,9 %
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	325	313	12	3,9 %	677	659	18	2,7 %
Immobilier, installations et entretien	62	63	(1)	(0,9) %	137	136	1	0,9 %
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	126	138	(12)	(7,5) %	255	268	(13)	(4,2) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	58	78	(20)	(26,8) %	114	156	(42)	(27,5) %
Total des autres charges d'exploitation	571	592	(21)	(3,3) %	1 183	1 219	(36)	(2,9) %
Amortissement	93	88	5	4,9 %	185	172	13	7,5 %
Total des charges d'exploitation	1 922	1 904	18	0,9 %	3 890	3 819	71	1,9 %

Main-d'œuvre et avantages du personnel

Bien que les augmentations salariales aient entraîné une hausse des charges liées à la main-d'œuvre, une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volume a plus que compensé cette situation. Les charges liées aux avantages du personnel ont augmenté de 52 millions de dollars (+21,0 %) au deuxième trimestre de 2024 et de 109 millions de dollars (+22,5 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux mêmes périodes en 2023,

principalement en raison d'une diminution des taux d'actualisation qui a fait augmenter les charges au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sans incidence sur la trésorerie.

Autres charges d'exploitation et d'amortissement

Au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, ces charges ont fluctué comme suit :

- Les coûts de levée, de traitement et de livraison hors main-d'œuvre ont augmenté de 12 millions de dollars (+3,9 %) au deuxième trimestre et de 18 millions de dollars (+2,7 %) depuis le début de l'exercice, principalement en raison de la hausse des coûts de transport et des dépenses liées aux règlements internationaux, ce qui a été compensé en partie par la baisse des droits versés aux concessionnaires, des droits de douane et d'autres frais.
- Les frais de vente, les frais administratifs et les frais liés à la technologie de l'information ont diminué de 12 millions de dollars (-7,5 %) au deuxième trimestre et de 13 millions de dollars (-4,2 %) depuis le début de l'année, principalement en raison de la réduction des coûts dans plusieurs secteurs, en partie contrebalancée par la hausse des coûts de TI.
- Les investissements autres qu'en capital ont diminué de 20 millions de dollars (-26,8 %) au deuxième trimestre et de 42 millions de dollars (-27,5 %) depuis le début de l'exercice, car nous avons réorienté nos projets d'investissement en 2024 afin de favoriser les investissements essentiels au maintien de notre compétitivité, à la prestation d'un excellent service à la population canadienne et à la sécurité de notre personnel.
- Les charges d'amortissement ont augmenté de 5 millions de dollars (+4,9 %) et de 13 millions de dollars (+7,5 %) par rapport aux périodes correspondantes de 2023, en raison d'investissements importants en immobilisations en 2023.



Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

Au cours des six premiers mois de 2024, les produits liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 450 millions de dollars par rapport à la même période en 2023; cette situation est principalement due au revenu de dividendes versé par suite des cessions de SCI et d'Innovaposte, et au moment du versement du revenu de dividendes de Purolator (effectué au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023).

5.4 Secteur Purolator

Le résultat avant impôt du secteur Purolator a diminué de 6 millions de dollars (-6,9 %) au deuxième trimestre de 2024 et de 13 millions de dollars (-10,1 %) depuis le début de l'exercice 2024 comparativement aux mêmes périodes en 2023.

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA de 2024	CA de 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	663	649	14	0,6 %	1 286	1 307	(21)	(1,6) %
Main-d'œuvre	238	227	11	4,9 %	472	462	10	2,1 %
Avantages du personnel	58	53	5	8,0 %	131	116	15	12,8 %
Autres charges d'exploitation	259	254	5	1,7 %	513	538	(25)	(4,7) %
Amortissement	33	26	7	33,0 %	64	52	12	24,2 %
Charges d'exploitation	588	560	28	5,0 %	1 180	1 168	12	1,0 %
Résultat d'exploitation	75	89	(14)	(15,7) %	106	139	(33)	(24,0) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	6	(2)	8	414,0 %	14	(6)	20	328,8 %
Résultat avant impôt	81	87	(6)	(6,9) %	120	133	(13)	(10,1) %

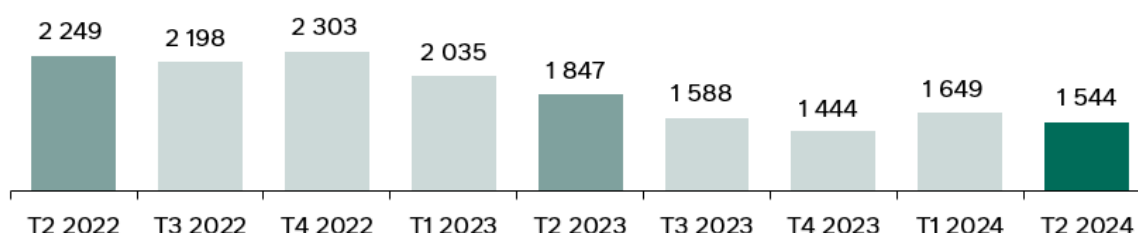
Les produits d'exploitation ont augmenté au deuxième trimestre de 2024 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2023, mais ils sont toujours inférieurs depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de 2023 en raison du ralentissement des volumes du cybercommerce. Le volume du marché des services express a diminué par rapport à la période correspondante de l'année précédente, principalement en raison de l'incertitude économique générale et de l'inflation élevée.

Les charges totales liées à la main-d'œuvre ont augmenté en raison de l'inflation. Les charges liées aux avantages du personnel ont, quant à elles, augmenté en raison d'une plus grande utilisation des avantages par le personnel actif, des taux des prestations et d'une baisse des taux d'actualisation. Les charges d'amortissement ont augmenté en raison d'investissements en immobilisations supplémentaires. La diminution des autres charges d'exploitation s'explique par la baisse du volume et les initiatives de réduction des coûts dans les opérations. Les produits liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté en raison du revenu de dividendes versé par suite des cessions de SCI et d'Innovaposte.

6. Liquidités et ressources en capital

Examen des flux de trésorerie, des liquidités et des ressources en capital.

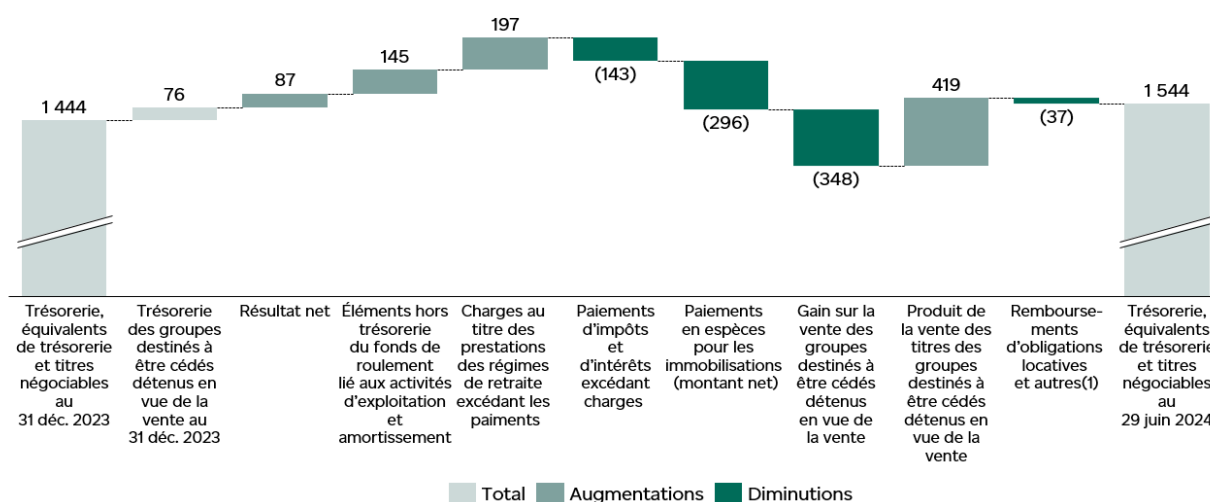
6.1 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables



Le Groupe détenait de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables qui se chiffraient à 1 544 millions de dollars au 29 juin 2024, comparativement à 1 444 millions de dollars au 31 décembre 2023. L'augmentation de 100 millions de dollars (+6,9 %) est attribuable aux entrées de trésorerie découlant des cessions de SCl et d'Innovaposte, qui ont été contrebalancées en partie par les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada et les paiements en espèces pour l'acquisition d'immobilisations.

Variation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour le deuxième trimestre de 2024

(en millions de dollars)



1. Comprend l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les entrées de trésorerie découlant de la vente de SCl au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de la même année ont largement contribué à l'augmentation des titres négociables de 90 millions de dollars (+26,6 %) ainsi qu'à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 10 millions de dollars (+1,8 %) par rapport aux soldes du quatrième trimestre de 2023.

État consolidé des flux de trésorerie

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(52)	3	(49)	+	(62)	(31)	(31)	(91,6) %	La hausse des charges d'exploitation a été en partie contrebalancée par la baisse des prestations de retraite.
Entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	32	89	(57)	(64,3) %	61	76	(15)	(19,4) %	Diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition), compensée par le produit de la vente de SCI et d'Innovaposte.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(32)	2	4,9 %	(65)	(64)	(1)	(3,3) %	T2 : Baisse des paiements au titre des obligations locatives. CA : Dividendes versés contrebalancés par la réduction des paiements au titre de la location.

+ Pourcentage de variation élevé.



Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)*

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	76	92	(16)	(16,7) %	138	181	(43)	(23,2) %
Purolator	63	43	20	45,3 %	113	95	18	20,4 %
SCI	–	6	(6)	(100,0) %	–	7	(7)	(100,0) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	139	141	(2)	(0,6) %	251	283	(32)	(10,4) %

* Les acquisitions d'immobilisations comprennent les immobilisations acquises, mais qui n'ont pas encore été payées; elles diffèrent du montant présenté au titre des immobilisations à l'état consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)

	T2 2024	T2 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Acquisitions d'immobilisations	76	92	(16)	(16,7) %	138	181	(43)	(23,2) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	58	78	(20)	(26,8) %	114	156	(42)	(27,5) %
Investissement total	134	170	(36)	(21,3) %	252	337	(85)	(25,2) %

Au deuxième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, par rapport aux mêmes périodes en 2023, les investissements du secteur Postes Canada ont diminué de 36 millions de dollars (-21,3 %) et de 85 millions de dollars (-25,2 %), respectivement, avec des baisses dans les investissements en capital et les investissements autres qu'en capital. Même si nous avons ajusté l'orientation de nos investissements en 2024 en raison de notre situation financière, nous maintenons notre engagement à l'égard des trois piliers de notre plan de transformation à long terme. Nous favorisons les projets essentiels au maintien de notre compétitivité, à la prestation d'un excellent service à la population canadienne et à la sécurité de notre personnel. Au cours du deuxième trimestre de 2024, nous avons mis l'accent sur les éléments suivants :

- Nous avons continué de mettre à niveau notre système progiciel de gestion intégré (PGI).
- Nous avons assuré l'entretien et le réapprovisionnement des actifs, y compris le parc de véhicules, les installations, l'équipement et le matériel de rue.
- Nous avons investi pour améliorer l'efficacité de notre réseau.
- Nous avons continué de moderniser et d'améliorer nos applications, notre infrastructure et nos plateformes destinées à la clientèle.

6.2 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes



Situation de capitalisation

En juin 2024, Postes Canada a déposé l'évaluation actuarielle du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) au 31 décembre 2023 auprès de l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières. L'évaluation a révélé ce qui suit (en milliards de dollars, ratio en pourcentage) :

(en milliards de dollars)

	\$ 2023	% 2023
Excédent sur le plan de la continuité selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime	7,6	131 % ¹
Excédent sur le plan de la solvabilité selon la valeur marchande des actifs du Régime	2,2	108 % ¹
Excédent sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé selon la méthode du ratio moyen de solvabilité sur trois ans	0,6	102 % ²

1. Étant donné que ces ratios dépassent 125 % et 105 %, respectivement, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus pour 2024. Ce poste sera réévalué lorsque l'évaluation du 31 décembre 2024 sera terminée en 2025.
2. Étant donné que la situation de capitalisation du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, la Société n'est pas tenue d'effectuer des paiements spéciaux de solvabilité pour 2024.

À la fin du deuxième trimestre, l'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) était estimé à 3 milliards de dollars, soit une amélioration de 800 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice 2023, principalement en raison d'une hausse des taux d'actualisation.



Réévaluations

Aux fins comptables, des gains de réévaluation de 287 millions de dollars et de 834 millions de dollars après impôt au titre du Régime ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le deuxième trimestre et le cumul annuel, respectivement, en raison principalement d'une hausse des taux d'actualisation.



Cotisations

Le versement de cotisations au titre des services rendus n'a pas été autorisé au deuxième trimestre de 2024 (montant nul au deuxième trimestre de 2023) ou pour les six premiers mois de 2024 (69 millions de dollars pour le CA de 2023).

6.3 Liquidités et ressources en capital



Liquidités

Le secteur Postes Canada disposait de 1 365 millions de dollars en placements liquides non affectés au 29 juin 2024, soit une position de liquidité nette de 367 millions de dollars (170 millions de dollars en 2023) une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars en 2023). L'augmentation de 197 millions de dollars de la position de liquidité nette du secteur, principalement attribuable aux dividendes reçus par suite de la vente de SCI et d'Innovaposte, a été en partie contrebalancée par les pertes d'exploitation continues et la hausse des coûts pour améliorer la capacité et soutenir le réseau. Si le produit de vente non récurrent et les dividendes découlant de la vente de SCI et d'Innovaposte avaient été exclus, la position de liquidité nette aurait diminué de 251 millions de dollars, une tendance qui devrait se poursuivre tout au long de 2024.

En juillet 2025, les obligations de série 2 de 500 millions de dollars arriveront à échéance et créeront une pression importante sur les flux de trésorerie. Nous collaborons activement avec notre actionnaire afin de trouver des solutions pour atténuer les pressions sur les liquidités. Des renseignements supplémentaires sur la continuité de l'exploitation se trouvent à la section 9.2.

Purolator (désormais la seule filiale de la Société) disposait d'un total de 178 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 105 millions de dollars au 29 juin 2024, ce qui lui assure des liquidités suffisantes pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.



Accès aux marchés financiers

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars; la Société a utilisé 998 millions de dollars de ce montant. Tout autre emprunt devra respecter la limite fixée par le plan d'emprunt approuvé, et les modalités de chaque emprunt exigeront l'approbation de la ministre des Finances.

Aux fins de gestion de la trésorerie et sous la forme d'emprunts à court terme, la Société a accès immédiatement à 100 millions de dollars provenant de marges de crédit existantes, jusqu'au 31 décembre 2024. Ce montant est cependant insuffisant pour couvrir les déficits de trésorerie prévus et pourrait ne pas donner à la Société un accès adéquat et en temps opportun aux marchés financiers. Des renseignements supplémentaires sur la continuité de l'exploitation se trouvent à la section 9.2.

L'autofinancement de la Société découle principalement de l'utilisation de la trésorerie et des fonds liés aux activités d'exploitation ainsi que de la vente de SCI et d'Innovaposte.

7. Évolution de la situation financière

Examen des variations importantes des actifs et des passifs entre le 29 juin 2024 et le 31 décembre 2023.

(en millions de dollars)

ACTIF	29 juin 2024	31 déc. 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 119	1 109	10	0,9 %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	405	335	70	20,6 %	Augmentation des acquisitions de titres négociables.
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	930	963	(33)	(3,3) %	Diminution des créances dans le secteur Postes Canada, contrebalancée par une hausse des créances dans le secteur Purolator.
Impôt à recevoir	14	6	8	150,5 %	Impôt à recevoir plus élevé dans le secteur Purolator.
Autres actifs	145	123	22	18,3 %	Hausse des charges payées d'avance dans le secteur Postes Canada.
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	–	424	(424)	(100,0) %	Cession de SCI et d'Innovaposte.
Total des actifs courants	2 613	2 960	(347)	(11,7) %	
Titres négociables	20	–	20	–	Achats d'obligations au cours de l'année.
Immobilisations corporelles	3 980	3 935	45	1,1 %	Excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	267	252	15	6,2 %	Augmentation de l'acquisition de logiciels.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 329	1 285	44	3,4 %	Les nouveaux contrats de location et les renouvellements de contrats de location ont dépassé l'amortissement dans le secteur Postes Canada.
Titres réservés	359	398	(39)	(9,7) %	Réduction à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès dans le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 543	3 471	1 072	30,9 %	Gains de réévaluation au titre du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime).
Goodwill	162	161	1	0,4 %	
Autres actifs	58	55	3	3,0 %	
Total des actifs non courants	10 718	9 557	1 161	12,1 %	
Total des actifs	13 331	12 517	814	6,5 %	

(en millions de dollars)

PASSIF	29 juin 2024	31 déc. 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Fournisseurs et autres créiteurs	794	880	(86)	(9,7) %	Calendrier et réduction des charges d'exploitation consolidées.
Salaires et avantages à payer	611	656	(45)	(6,8) %	Baisse des salaires et des avantages à payer dans le secteur Postes Canada.
Provisions	65	63	2	4,5 %	
Impôt à payer	29	–	29	–	Gain sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Produits différés	169	172	(3)	(1,7) %	
Obligations locatives	96	94	2	1,8 %	
Passifs au titre des autres avantages à long terme	56	56	–	–	
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	–	299	(299)	(100,0) %	Cession de SCI et d'Innovaposte.
Total des passifs courants	1 820	2 220	(400)	(17,9) %	
Obligations locatives	1 442	1 390	52	3,8 %	Les entrées nettes (contrats de location) sont supérieures aux paiements.
Prêts et emprunts	998	998	–	0,0 %	
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 007	3 118	(111)	(3,6) %	Gains de réévaluation découlant d'une augmentation des taux d'actualisation des autres avantages postérieurs à l'emploi.
Passifs d'impôt différés	341	169	172	101,6 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison de hausses des taux d'actualisation.
Autres passifs	46	48	(2)	(1,5) %	
Total des passifs non courants	5 834	5 723	111	2,0 %	
Total des passifs	7 654	7 943	(289)	(3,6) %	
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	
Cumul des autres éléments du résultat global	(8)	4	(12)	(360,1) %	Pertes latentes sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès du secteur Postes Canada.
Résultat non distribué	4 448	3 337	1 111	33,3 %	Gains de réévaluation découlant d'une augmentation des taux d'actualisation et du gain sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Capitaux du Canada	5 595	4 496	1 099	24,5 %	
Participations ne donnant pas le contrôle	82	78	4	2,7 %	
Total des capitaux propres	5 677	4 574	1 103	24,1 %	
Total des passifs et des capitaux propres	13 331	12 517	814	6,5 %	

8. Risques et gestion des risques

Nous mettons régulièrement à jour les principaux risques et incertitudes propres à nos activités et notre approche pour gérer les risques.

Dans le Rapport de gestion annuel de 2023, nous avons fourni un examen détaillé des risques qui pourraient avoir une incidence importante sur nos activités. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun fait nouveau n'est à rapporter relativement à nos risques émergents ou principaux au deuxième trimestre de 2024.

Autonomie financière et besoin de flexibilité. L'un des principaux risques pour la Société est que le gouvernement du Canada (notre unique actionnaire) s'attend à ce que nous financions nos activités par les revenus découlant de la vente de nos produits et services et non par les fonds des contribuables, et que nous menions nos activités de manière à assurer notre autonomie financière. Nous avons déposé auprès du gouvernement du Canada notre plan d'entreprise, qui présente nos défis, nos pertes financières récurrentes importantes et la détérioration de notre position de liquidité. Des discussions de fond sont en cours avec le ministre responsable de Postes Canada, le gouvernement du Canada, les parties prenantes, nos agents négociateurs et la population que nous servons fièrement. Pour demeurer viable, le service postal doit se moderniser. L'entreprise a besoin de flexibilité dans la façon dont elle exerce ses activités, livre le courrier, établit les tarifs de ses produits et prend des décisions. Postes Canada et l'actionnaire collaborent pour s'entendre sur les changements qui nous aideront à assurer notre autonomie financière. Des renseignements supplémentaires sur la continuité de l'exploitation se trouvent à la section 9.2.

Conventions collectives

Postes Canada est en négociation avec le personnel représenté par le STTP pour deux conventions collectives distinctes (Exploitation postale urbaine et Factrices et facteurs ruraux et suburbains). Le STTP est le plus grand syndicat de Postes Canada; il représente 45 000 personnes. La Société est déterminée à négocier des conventions qui sont équitables pour le personnel, mais qui lui permettront d'offrir des prix et des services concurrentiels à la population canadienne. Le risque d'arrêt de travail demeure jusqu'à ce que de telles ententes soient conclues.

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse pour la gestion du risque d'entreprise. Lorsqu'il était opportun de le faire, Postes Canada a constitué des provisions pour des réclamations et des griefs, ainsi que des différends non contentieux. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables au deuxième trimestre de 2024 et dans les exercices ultérieurs.

9.1 Méthodes comptables

Les renseignements concernant les méthodes comptables de Postes Canada sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le deuxième trimestre de 2024.

9.2 Jugements et estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée ainsi que dans les périodes futures, si la révision a une incidence sur la période considérée et les périodes futures.

À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, les estimations comptables critiques du Groupe demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.



Continuité de l'exploitation

La direction estime que la présentation sur la base de la continuité de l'exploitation demeure appropriée, ce qui suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités, à leur échéance.

Postes Canada fonctionne sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020. Nous avons déposé un plan d'entreprise de 2024 à 2028 auprès du gouvernement du Canada. Il présente les défis importants auxquels nous faisons face et comprend le plan d'emprunt et de location de 2024 ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement de 2024 pour actualiser les autorisations de la Société. En partenariat avec le gouvernement du Canada, la Société continue de discuter du plan pour remettre Postes Canada sur la voie de l'autonomie financière à long terme. À la date de publication de ce rapport, le plan d'entreprise n'a pas encore été approuvé.

Depuis le début de l'exercice 2024, le secteur Postes Canada a déclaré une perte d'exploitation de 490 millions de dollars et une position de liquidité nette de 367 millions de dollars.

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes cumulatives avant impôt de plus de 3 milliards de dollars. Au cours de la même période, les pertes d'exploitation cumulatives, qui excluent les résultats des cessions de SCI et d'Innovaposte en 2024, s'élèvent à plus de 3,7 milliards de dollars. Ces résultats réduisent la trésorerie et les équivalents de trésorerie de Postes Canada et ont une incidence négative sur la position de liquidité nette de la Société. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à respecter l'objectif fixé par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service postal adaptées aux besoins de la population du Canada.

Tout au long du deuxième trimestre, la Société a continué de travailler en étroite collaboration avec son actionnaire afin de trouver des solutions pour améliorer sa situation de liquidité qui se détériore et assurer sa viabilité à long terme. Par conséquent, la direction a déterminé qu'il n'existe pas actuellement d'importantes incertitudes qui jettent un doute sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant au moins 12 mois à compter de la date de clôture. Les états financiers intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable.

9.3 Contrôles internes

Au cours du deuxième trimestre de 2024, la filiale de la Société, Purolator, a supervisé la mise en œuvre et la mise à niveau technique du progiciel de gestion intégré (PGI), ce qui a entraîné un changement important dans les contrôles internes des rapports financiers pendant la période de la mise en œuvre. La direction a effectué des examens avant et après la mise en œuvre pour s'assurer que la transition était bien conçue et exécutée afin de prévenir toute erreur importante dans les états financiers. À la lumière de ces examens, de la surveillance continue et de la mise en œuvre de contrôles transitoires, la direction a conclu que la transition n'a pas causé d'anomalies significatives dans nos états financiers du deuxième trimestre de 2024.

Pendant les six premiers mois de 2024, aucun autre changement n'a été apporté aux contrôles internes de l'information financière à fournir, qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société de l'information financière à fournir.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, Information financière intermédiaire, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives.

La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

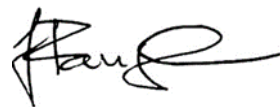
À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du rendement financier et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le 22 août 2024

Le chef des finances,



État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 119	1 109
Titres négociables	405	335
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	930	963
Impôt à recevoir	14	6
Autres actifs	145	123
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	–	424
Total des actifs courants	2 613	2 960
Actifs non courants		
Titres négociables	20	–
Immobilisations corporelles (note 5)	3 980	3 935
Immobilisations incorporelles (note 5)	267	252
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 5)	1 329	1 285
Titres réservés	359	398
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 6)	4 543	3 471
Goodwill	162	161
Autres actifs	58	55
Total des actifs non courants	10 718	9 557
Total des actifs	13 331	12 517

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	794	880
Salaires et avantages à payer	611	656
Provisions	65	63
Impôt à payer	29	–
Produits différés	169	172
Obligations locatives (note 8)	96	94
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 6)	56	56
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	–	299
Total des passifs courants	1 820	2 220
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 8)	1 442	1 390
Prêts et emprunts	998	998
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	3 007	3 118
Passifs d'impôt différé (note 7)	341	169
Autres passifs	46	48
Total des passifs non courants	5 834	5 723
Total des passifs	7 654	7 943

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Capitaux propres		
Capital d'apport	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 14)	(8)	4
Résultat non distribué	4 448	3 337
Capitaux du Canada	5 595	4 496
Participations ne donnant pas le contrôle	82	78
Total des capitaux propres	5 677	4 574
Total des passifs et des capitaux propres	13 331	12 517
Engagements (note 10)		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023
Produits d'exploitation (note 11)	2 267	2 340	4 671	4 841
Charges d'exploitation				
Main-d'œuvre	1 211	1 271	2 465	2 530
Avantages du personnel	349	302	726	611
	1 560	1 573	3 191	3 141
Autres charges d'exploitation (note 12)	776	808	1 602	1 679
Amortissement (note 5)	125	127	250	248
Total des charges d'exploitation	2 461	2 508	5 043	5 068
Résultat d'exploitation	(194)	(168)	(372)	(227)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement				
Produits de placement et autres produits (note 13)	82	25	392	51
Charges financières et autres charges (note 13)	(23)	(24)	(49)	(49)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	59	1	343	2
Résultat avant impôt	(135)	(167)	(29)	(225)
Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 7)	(122)	(40)	(116)	(53)
Résultat net	(13)	(127)	87	(172)
Autres éléments du résultat global (note 14)				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	(4)	(3)	(11)	7
Pertes latentes sur les écarts de conversion des devises	–	(1)	–	(1)
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations déterminées	361	(363)	1 035	(469)
Autres éléments du résultat global	357	(367)	1 024	(463)
Résultat global	344	(494)	1 111	(635)
Résultat net attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	(18)	(131)	80	(179)
Participations ne donnant pas le contrôle	5	4	7	7
	(13)	(127)	87	(172)
Résultat global attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	338	(499)	1 099	(643)
Participations ne donnant pas le contrôle	6	5	12	8
Résultat global	344	(494)	1 111	(635)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 29 juin 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 30 mars 2024	1 155	(4)	4 106	5 257	76	5 333
Résultat net	–	–	(18)	(18)	5	(13)
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	(4)	360	356	1	357
Résultat global	–	(4)	342	338	6	344
Solde au 29 juin 2024	1 155	(8)	4 448	5 595	82	5 677

Période de 13 semaines close le 1 ^{er} juillet 2023	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} avril 2023	1 155	–	5 060	6 215	76	6 291
Résultat net	–	–	(131)	(131)	4	(127)
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	(4)	(364)	(368)	1	(367)
Résultat global	–	(4)	(495)	(499)	5	(494)
Solde au 1 ^{er} juillet 2023	1 155	(4)	4 565	5 716	81	5 797

Période de 26 semaines close le 29 juin 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 155	4	3 337	4 496	78	4 574
Résultat net	–	–	80	80	7	87
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	(12)	1 031	1 019	5	1 024
Résultat global	–	(12)	1 111	1 099	12	1 111
Transactions avec les actionnaires – Dividende	–	–	–	–	(8)	(8)
Solde au 29 juin 2024	1 155	(8)	4 448	5 595	82	5 677

Période de 26 semaines close le 1 ^{er} juillet 2023	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	1 155	(10)	5 214	6 359	73	6 432
Résultat net	–	–	(179)	(179)	7	(172)
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	6	(470)	(464)	1	(463)
Résultat global	–	6	(649)	(643)	8	(635)
Solde au 1 ^{er} juillet 2023	1 155	(4)	4 565	5 716	81	5 797

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023
Activités d'exploitation				
Résultat net	(13)	(127)	87	(172)
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement (note 5)	125	127	250	248
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	152	98	307	197
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	(51)	(60)	(110)	(205)
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 13)	(61)	–	(348)	–
Perte de valeur	–	–	4	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat et autres éléments ayant une incidence sur l'impôt à recevoir net (note 7)	(122)	(40)	(116)	(53)
Charges (produits) d'intérêts nettes (note 13)	1	(1)	3	(4)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :				
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(45)	59	25	130
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	18	(81)	(38)	(127)
(Diminution) augmentation des salaires et avantages à payer et provisions connexes	(5)	76	(45)	6
Augmentation des provisions	1	–	2	3
Augmentation nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(51)	(32)	(47)	(14)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie, montant net	1	(6)	(6)	(8)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	(50)	13	(32)	1
Intérêts perçus	28	30	49	52
Intérêts payés	(12)	(12)	(44)	(44)
Impôts payés	(18)	(28)	(35)	(40)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(52)	3	(62)	(31)
Activités d'investissement				
Acquisition de titres	(79)	(116)	(401)	(305)
Produit de la vente de titres	140	356	320	742
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	(112)	(152)	(298)	(362)
Produit de la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	–	–	2	–
Produit de la vente des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	63	–	419	–
Autres activités d'investissement, montant net	20	1	19	1
Entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	32	89	61	76
Activités de financement				
Paiement des obligations locatives	(30)	(32)	(58)	(64)
Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(8)	–
Autres activités de financement, montant net	–	–	1	–

	Période de 13 semaines close le		Période de 26 semaines close le	
	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023	29 juin 2024	1 ^{er} juillet 2023
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(32)	(65)	(64)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(50)	60	(66)	(19)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période ¹	1 171	1 141	1 185	1 220
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2)	(1)	–	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 119	1 200	1 119	1 200

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de 1 109 millions de dollars présentés dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 excluent 76 millions de dollars de trésorerie transférée aux actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Période de 26 semaines close le 29 juin 2024

1.	Constitution, activités et instructions	52
2.	Règles de présentation	52
3.	Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	55
4.	Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	56
5.	Immobilisations	57
6.	Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	59
7.	Impôt sur le résultat	62
8.	Obligations locatives	64
9.	Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité	64
10.	Engagements	67
11.	Ventilation des produits	68
12.	Autres charges d'exploitation	70
13.	Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	70
14.	Autres éléments du résultat global	71
15.	Transactions avec des parties liées	71
16.	Informations sectorielles	72

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'état de ces directives demeure inchangé.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a préparé ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers intermédiaires et en a autorisé la publication le 22 août 2024.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les états financiers intermédiaires et les notes afférentes sont préparés pour la période de 13 semaines (deuxième trimestre ou T2) et la période de 26 semaines (deux premiers trimestres ou cumul annuel [CA]) closes le 29 juin 2024 (période comparative close le 1^{er} juillet 2023). Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Informations significatives sur les méthodes comptables • Les informations significatives sur les méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Ces états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle de la filiale et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale. Les actifs, les passifs, les produits et les charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le Groupe prend le contrôle de la filiale jusqu'à la date à laquelle le Groupe perd le contrôle de la filiale. Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise l'actif connexe (y compris le goodwill), les passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et les autres composantes des capitaux propres, tandis que tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé en résultat.

Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principales activités	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	–	98 %

Les informations sur les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont incluses à la note 4, tandis que les résultats financiers par secteur sont inclus à la note 16.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

• L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Aucun changement important n'a été apporté à ces jugements ou à ces sources d'incertitude relative aux estimations depuis le début de l'exercice 2024.

(a) Continuité de l'exploitation – Ces états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément aux IFRS, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

Nous avons remis notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 (le plan) au ministre responsable de la Société. Le plan présente les défis importants auxquels fait face la Société en raison des pertes financières récurrentes que nous subissons et de la détérioration de notre situation de trésorerie. La Société opère sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020.

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes cumulatives avant impôt de plus de 3 milliards de dollars. Les pertes opérationnelles cumulatives du secteur, qui excluent les résultats de la cession du Groupe SCI inc. et d'Innovapost Inc., s'élèvent à plus de 3,7 milliards de dollars au cours de la même période. Ces résultats ont une incidence sur la position de liquidité nette de la Société. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'épuisent et, si le gouvernement du Canada, l'unique actionnaire de la Société, ne prend aucune mesure, le secteur Postes Canada pourrait épuiser encore plus la trésorerie restante lorsque le remboursement des obligations de série 2 arrivera à échéance en juillet 2025. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à atteindre la mission fixée par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada.

Tout au long du deuxième trimestre, la Société a continué de travailler en étroite collaboration avec l'actionnaire pour trouver des solutions qui atténuent la détérioration

de sa position de liquidité. Malgré les défis financiers et une baisse de la trésorerie, la Société estime que les solutions proposées lui fourniront les liquidités suffisantes pour soutenir ses activités. Par conséquent, la direction a conclu qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur 12 mois à compter de la date de clôture. Se reporter à la note 9 pour obtenir plus de renseignements sur notre gestion du capital, nos facilités d'emprunt et le risque de liquidité.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges présentés ou la classification de l'état consolidé de la situation financière qui pourrait être nécessaire si la Société n'était pas en mesure d'obtenir le soutien législatif nécessaire pour assurer sa stabilité financière.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations en vigueur

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du deuxième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

En plus de celles présentées à la note 5 b) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et à la note 3 b) du Rapport financier du premier trimestre de 2024, en mai 2024, l'IASB a publié la norme et la modification suivantes. Le Groupe d'entreprises évalue l'incidence de cette norme et de cette modification.

Norme	Objet et portée
IFRS 7, <i>Instruments financiers Informations à fournir</i> et IFRS 9, <i>Instruments financiers – Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers</i>	Les modifications fournissent des précisions sur la décomptabilisation d'un passif financier réglé au moyen d'un transfert électronique et sur le classement d'actifs financiers liés aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que d'actifs sans recours et d'instruments liés par contrat. De plus, des informations supplémentaires doivent être fournies pour les instruments financiers comportant des caractéristiques conditionnelles et les instruments de capitaux propres classés comme étant à la juste valeur au moyen d'autres éléments du résultat global. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2026.

Norme	Objet et portée
IFRS 19, <i>Filiales sans obligation d'information publique : informations à fournir</i>	L'IASB a publié l'IFRS 19, <i>Filiales sans obligation d'information publique : informations à fournir</i> , qui allège les obligations d'information des filiales qui appliquent les normes comptables IFRS dans leurs états financiers. L'IFRS 19 est facultative pour les filiales admissibles et précise les exigences en matière de divulgation pour les filiales qui choisissent de l'appliquer. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2027, une application anticipée étant permise.

4. Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente

Groupe SCI inc. – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions du Groupe SCI inc. (SCI), une filiale, à un chef de file canadien en services logistiques en tierce partie. Le 1^{er} mars 2024, la cession a été finalisée et le contrôle a été transféré à l'acquéreur. Les résultats de SCI sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à cette date. À la suite de la cession, le Groupe a décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière 335 millions de dollars du total de l'actif et 266 millions de dollars du total du passif et des participations ne donnant pas le contrôle. Le produit de la vente, y compris les ajustements finaux, s'élève à 363 millions de dollars. Un gain sur la vente (avant impôt) de 294 millions de dollars a été comptabilisé dans les placements et les autres revenus dans le CA de 2024 (note 13). SCI continue de fournir des services d'entreposage et d'autres services logistiques à Postes Canada depuis la cession en vertu d'une entente qui prévoit des engagements par Postes Canada, en date du 29 juin 2024, de 38 millions de dollars en vigueur jusqu'en 2028.

Innovapost Inc. – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions d'Innovapost Inc. (Innovaposte), le fournisseur de services partagés en technologie de l'information (TI) du Groupe et une filiale, à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI. Le personnel technique d'Innovaposte continuera d'être employé par le partenaire stratégique, qui fournira des services de TI au Groupe. Certains éléments stratégiques de TI et talents d'Innovaposte ont été rapatriés à Postes Canada ou à Purolator. À la suite de la cession, le Groupe a décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière 53 millions de dollars du total de l'actif et 44 millions de dollars du total du passif et des participations ne donnant pas le contrôle. Le produit de la vente estimé s'élevait à 63 millions de dollars. Un gain sur la vente (avant impôt) de 54 millions de dollars a été comptabilisé dans les placements et les autres revenus du deuxième trimestre de 2024 (note 13). L'acquéreur continuera de fournir des services de TI à Postes Canada et à Purolator après la cession en vertu d'une entente qui prévoit des engagements par Postes Canada, en date du 29 juin 2024, de 127 millions de dollars, en vigueur jusqu'en 2030.

Groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente – Lors de la signature des ententes de cession d'Innovaposte et de SCI au quatrième trimestre de 2023, le Groupe a déterminé qu'il était peu probable que des changements significatifs soient apportés aux plans pour la vente des groupes destinés à être cédés ou que les plans soient abandonnés. Aux dates de signature respectives des ententes, le Groupe a classé Innovaposte et SCI dans les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente, et ce, jusqu'à la date de clôture de la cession. Les résultats financiers de SCI pour la période allant jusqu'au 1^{er} mars 2024 et ceux d'Innovaposte jusqu'au 15 avril 2024 sont inclus à la note 16.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
31 décembre 2023	483	2 696	396	1 442	1 021	199	1 377	158	7 772
Entrées	1	8	10	10	84	2	36	67	218
Mises hors service	–	–	(4)	(11)	(2)	(9)	–	–	(26)
Transferts	–	2	12	8	34	1	–	(31)	26
29 juin 2024	484	2 706	414	1 449	1 137	193	1 413	194	7 990
Cumul des amortissements									
31 décembre 2023	–	1 413	269	820	530	147	658	–	3 837
Amortissement	–	32	9	44	41	6	31	–	163
Mises hors service	–	–	(2)	(11)	(2)	(9)	–	–	(24)
Transferts ¹	–	–	–	3	31	–	–	–	34
29 juin 2024	–	1 445	276	856	600	144	689	–	4 010
Valeur comptable									
31 décembre 2023	483	1 283	127	622	491	52	719	158	3 935
29 juin 2024	484	1 261	138	593	537	49	724	194	3 980

1. Incluent des transferts d'actifs d'une valeur comptable de 2 millions de dollars (36 millions de dollars en coûts et 34 millions de dollars en amortissement accumulé) provenant des actifs au titre de droits d'utilisation et d'un transfert vers les actifs incorporels (10 millions de dollars en coûts) dans le secteur Purolator.

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et marque	Total
Coût				
31 décembre 2023	974	131	16	1 121
Entrées	16	21	–	37
Transferts ¹	92	(82)	–	10
Mises hors service	(7)	–	–	(7)
29 juin 2024	1 075	70	16	1 161
Cumul des amortissements				
31 décembre 2023	869	–	–	869
Amortissement	30	–	2	32
Mises hors service	(7)	–	–	(7)
29 juin 2024	892	–	2	894
Valeur comptable				
31 décembre 2023	105	131	16	252
29 juin 2024	183	70	14	267

1. Incluent des transferts d'immobilisations corporelles de 10 millions de dollars en coûts dans le secteur Purolator.

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2023	118	294	861	10	2	1 285
Entrées	51	24	39	–	–	114
Amortissement	(2)	(13)	(38)	(1)	(1)	(55)
Résiliation	–	(6)	(3)	–	–	(9)
Dépréciation	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts ¹	–	–	–	(2)	–	(2)
29 juin 2024	167	299	855	7	1	1 329

1. Incluent des transferts d'actifs d'une valeur comptable de 2 millions de dollars des actifs au titre de droits d'utilisation vers les immobilisations corporelles dans le secteur Purolator.

6. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

(a) Actif/passif net au titre des prestations déterminées

L'actif/le passif net au titre des prestations déterminées comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 543	3 471
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	–	–
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 063	3 174
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 063	3 174
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	56	56
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 007	3 118

b) Coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées

Les composantes du coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	T2 2024			T2 2023		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	121	20	141	94	19	113
Coût financier	326	34	360	335	36	371
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(364)	–	(364)	(400)	–	(400)
Autres frais administratifs	4	–	4	4	–	4
Charge au titre des prestations déterminées	87	54	141	33	55	88
Charge au titre des cotisations déterminées	11	–	11	10	–	10
Charge totale	98	54	152	43	55	98
Rendement des titres réservés	–	(3)	(3)	–	(4)	(4)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	98	51	149	43	51	94
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	65	–	65	146	–	146
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(488)	(59)	(547)	308	30	338
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{1,2}	(423)	(59)	(482)	454	30	484

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 121 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2024 (recouvrement d'impôt de 121 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au deuxième trimestre de 2024 s'établissaient respectivement à 5,03 % et à 5,04 %, alors qu'ils étaient tous les deux de 4,86 % au premier trimestre de 2024 (ces taux s'établissaient respectivement à 4,98 % et à 4,97 % au deuxième trimestre de 2023, comparativement à 5,04 % et à 5,06 %, respectivement, au premier trimestre de 2023).

(en millions)

	CA de 2024			CA de 2023		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	240	42	282	187	39	226
Coût financier	651	70	721	669	73	742
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(729)	–	(729)	(800)	–	(800)
Autres frais administratifs	9	–	9	8	–	8
Charge au titre des prestations déterminées	171	112	283	64	112	176
Charge au titre des cotisations déterminées	24	–	24	21	–	21
Charge totale	195	112	307	85	112	197
Rendement des titres réservés	–	(7)	(7)	–	(8)	(8)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	195	105	300	85	104	189
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	49	–	49	(591)	–	(591)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(1 292)	(137)	(1 429)	1 115	101	1 216
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{1,2}	(1 243)	(137)	(1 380)	524	101	625

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 345 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2024 (recouvrement d'impôt de 156 millions de dollars pour la même période de 2023).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au deuxième trimestre de 2024 s'établissaient respectivement à 5,03 % et à 5,04 %, alors qu'ils étaient tous les deux de 4,64 % au quatrième trimestre de 2023 (ces taux s'établissaient respectivement à 4,98 % et à 4,97 % au deuxième trimestre de 2023, comparativement à 5,27 % et à 5,28 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2022).

c) Total des paiements en trésorerie et allègement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	40	43	86	86
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	–	6	–	92
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	–	1	–	6
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations déterminées	40	50	86	184
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	11	10	24	21
Total des paiements versés en espèces	51	60	110	205

Les estimations des contributions totales du Groupe aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2024 n'ont pas changé de manière significative par rapport à celles

présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les sources des différences temporaires générant des actifs (passifs) d'impôt différé nets qui ont une incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global sont les mêmes qu'au 31 décembre 2023 et s'établissent comme suit :

Présenté à l'état consolidé de la situation financière (en millions) :

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs d'impôt différé	–	–
Passifs d'impôt différés	341	169
Passifs d'impôt différé nets	(341)	(169)

Bien que la Société soit en position de passifs d'impôt différé nets, la comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation, par la direction, de tous les indices disponibles, comme la résorption des différences temporaires imposables existantes, qui suggèrent que la réalisation des actifs d'impôt différé est probable. Au deuxième trimestre de 2024, la direction a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer la comptabilisation de certains actifs d'impôts différés en raison de différences temporelles imposables insuffisantes qui devraient s'inverser au cours de la même période que l'inversion attendue de la différence temporelle déductible. Des antécédents de pertes financières récurrentes ont également été pris en compte. Cette évaluation a régularisé la réduction totale des actifs d'impôt différé (compensés par les passifs d'impôt différé) de 178 millions de dollars (231 millions de dollars en 2023), ce qui représente la meilleure estimation de la direction des résultats futurs et de la probabilité de recouvrabilité future des actifs d'impôt différé. Cette réduction des actifs d'impôt différé n'entraîne pas de sortie de trésorerie immédiate et n'affecte pas la position de liquidité immédiate du Groupe d'entreprises. La Société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé lié aux différences temporaires déductibles de 712 millions de dollars (924 millions de dollars en 2023).

Les principales composantes du recouvrement d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit (en millions) :

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Charge d'impôt exigible	8	24	53	36
Recouvrement d'impôt différé afférent à la naissance et à la résorption des différences temporaires	(92)	(64)	(116)	(89)
Recouvrement d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(38)	–	(53)	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(122)	(40)	(116)	(53)

La charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat diffère du montant qui aurait été établi en appliquant le taux d'impôt fédéral prévu par la loi pour la Société de 25 % (25 % en 2023) à la perte avant impôt. Les raisons qui expliquent cette différence sont les suivantes (en millions) :

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Résultat avant impôt	(135)	(167)	(29)	(225)
Impôt fédéral au taux prévu par la loi pour la Société	(34)	(42)	(7)	(56)
Impôt provincial des filiales moins l'abattement d'impôt fédéral	1	1	6	2
Cession de filiales	(2)	–	(45)	–
Recouvrement d'impôt différé relatif à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(38)	–	(53)	–
Autres	(49)	1	(17)	1
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(122)	(40)	(116)	(53)

8. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés^{1,2}		
Moins d'un an	115	138
De un an à cinq ans	542	522
Plus de cinq ans	1 517	1 486
Total des obligations locatives non actualisées	2 174	2 146
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	1 538	1 484
Obligations locatives courantes	96	94
Obligations locatives non courantes	1 442	1 390

1. Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 25 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2023) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.

2. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements (y compris des engagements conditionnels) avaient été pris au 29 juin 2024, prévoient des sorties de trésorerie futures de 418 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (199 millions de dollars au 31 décembre 2023).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 décembre 2023	Paiements	Intérêts	Entrées nettes (contrats de location)	29 juin 2024
Obligations locatives	1 484	(63)	22	95	1 538

9. Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité

Les instruments financiers de la Société l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. La fonction de trésorerie de la Société gère les risques qui découlent des activités d'investissement, y compris la gestion du capital et les emprunts, selon les politiques approuvées par le Conseil d'administration. L'importance de ces éléments n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière période de rapport, à l'exception de ce qui suit :

a) Gestion du capital

La Société est assujettie à la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (les *Lois*) et à toutes les instructions données conformément aux *Lois*. Les *Lois* influent sur la façon dont la Société gère son capital, entre autres en établissant les grands objectifs de la Société. Tout en offrant des services postaux de base et en poursuivant ses objectifs, la Société doit notamment

mener ses activités de manière à assurer son autonomie financière. Elle doit aussi offrir des services selon des normes qui répondent aux besoins de la population canadienne.

Le capital de la Société se compose du total de ses prêts et emprunts, des autres passifs (non courants) et des capitaux du Canada. Cette définition qui est utilisée par la direction pourrait ne pas être comparable aux indicateurs présentés par d'autres sociétés postales ou organismes publics.

L'encours total des prêts et emprunts s'établit à 998 millions de dollars au 29 juin 2024 et au 31 décembre 2023. Les capitaux du Canada étaient en situation de surplus de 5 595 millions de dollars au 29 juin 2024 (4 496 millions de dollars au 31 décembre 2023). La hausse des capitaux du Canada s'explique par les gains de réévaluation des régimes à prestations déterminées, qui sont constatés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement inclus dans les résultats non distribués de la Société, et par les gains sur la cession de SCL au cours du premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au cours du deuxième trimestre de 2024.

En gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques;
- protéger sa capacité à poursuivre ses activités;
- maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Ces objectifs et les stratégies connexes sont examinés et approuvés chaque année par le Conseil d'administration dans le cadre de l'étude du plan d'entreprise annuel, qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor. Le plan d'entreprise de la Société de 2024 à 2028 a été soumis au ministre responsable de la Société canadienne des postes. Il a présenté les défis importants auxquels la Société fait face en raison des pertes financières récurrentes qu'elle subit et de la détérioration de sa situation de trésorerie. Des renseignements sur l'évaluation selon le principe de la continuité de l'exploitation sont donnés à la note 2 a).

b) Facilités d'emprunt

La partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la Société indique son intention d'emprunter dans son plan d'entreprise annuel ou dans une modification du plan, qui doivent tous deux être approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil du Trésor. De plus, les conditions détaillées de chaque emprunt doivent être approuvées par la ministre des Finances.

Le montant d'emprunt autorisé de la Société auprès d'autres sources que l'État est approuvé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*. La *Loi sur la Société canadienne des postes* prévoit le plafonnement des prêts consentis à la Société sur le Trésor du Canada ainsi que l'établissement d'une structure de capital composée de capital-actions qui autorise la Société à émettre des actions à son personnel et au gouvernement du Canada. Cette méthode de financement n'a pas été utilisée. La Société n'est assujettie à aucune exigence externe concernant le capital.

Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société se qualifie pour des emprunts d'un montant maximal de 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada, avec l'approbation de la gouverneure en conseil et de la ministre des Finances. Aux termes de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, la Société est autorisée à emprunter à d'autres sources que l'État des sommes ne dépassant pas un montant principal dû de 2,5 milliards de dollars, en conformité avec les conditions approuvées par la ministre des Finances. Les obligations locatives ne sont pas assujetties à cette limite. Au 29 juin 2024, le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme.

Le tableau suivant représente les obligations contractuelles de la Société à effectuer de futurs remboursements de la dette.

(en millions)

	Au 29 juin 2024		Au 31 décembre 2023	
	À la juste valeur ³	Valeur comptable	À la juste valeur ³	Valeur comptable
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet ^{1,2}	499	500	499	499
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet ^{1,2}	496	498	527	499
Total des prêts et emprunts (tous non courants)	995	998	1 026	998

1. La Société a le droit de rembourser les obligations avant l'échéance en payant une prime par rapport à la juste valeur.
2. Les obligations constituent des obligations directes, inconditionnelles et non garanties de la Société et des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada.
3. Les justes valeurs estimées présentées pour les prêts et emprunts sont classées au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont appliquées sur une base récurrente.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Les placements sont concentrés dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Au 29 juin 2024, le secteur Postes Canada disposait de 1 365 millions de dollars en placements liquides non affectés (1 168 millions de dollars au 31 décembre 2023), soit une position de liquidité nette de 367 millions de dollars (170 millions de dollars au 31 décembre 2023), une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars au 31 décembre 2023). Malgré une amélioration de la situation de trésorerie en 2024 de 197 millions de dollars en raison du produit de la

cession de SCl et d'Innovaposte, les ressources de trésorerie de la Société ont diminué de façon importante depuis 2018, une situation attribuable aux pertes d'exploitation et aux coûts considérables pour accroître la capacité et entretenir le réseau. Une dette de 500 millions de dollars arrivant à échéance en juillet 2025, moins de 12 mois après la date d'approbation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, créera une pression importante sur les flux de trésorerie.

La Société travaille activement avec l'actionnaire pour trouver des solutions afin d'atténuer la détérioration de sa position de liquidité. Des renseignements sur la continuité des activités sont donnés à la note 2 a).

10. Engagements

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe conclut des ententes contractuelles pour acquérir des biens et des services sur des périodes qui quelquefois s'étendent sur plus d'un an. Ces ententes contractuelles comprennent habituellement des droits de résiliation qui permettent au Groupe de résilier des contrats sans pénalité, à sa discrétion. Les décaissements dépendent en grande partie des besoins futurs fondés sur les volumes et la consommation. Les principales ententes concernent les services contractuels de transport et de technologie de l'information, les charges d'exploitation, de gestion des installations et des biens immobiliers ainsi que les contrats liés à l'achat de véhicules et au matériel des installations.

Au 29 juin 2024, les ententes contractuelles conclues avec des fournisseurs externes contenant un engagement ou des frais en lien avec la possibilité de résilier pour des raisons de commodité s'élevaient à environ 328 millions de dollars (125 millions de dollars au 31 décembre 2023), pour des contrats en vigueur jusqu'en 2045.

11. Ventilation des produits

a) Produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur; ils ont donc été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

(en millions)

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Canada	2 187	2 241	4 493	4 634
États-Unis	49	59	110	124
Reste du monde	31	40	68	83
Total des produits	2 267	2 340	4 671	4 841

b) Produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

(en millions)

	T2 2024			T2 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 431	(15)	1 416	1 518	(37)	1 481
Courrier transactionnel	424	–	424	430	(1)	429
Marketing direct	255	–	255	237	–	237
Autres produits	69	(51)	18	141	(94)	47
	2 179	(66)	2 113	2 326	(132)	2 194
Produits non attribués						
Timbres-poste	65	–	65	57	–	57
Machines à affranchir	89	–	89	89	–	89
	154	–	154	146	–	146
Total	2 333	(66)	2 267	2 472	(132)	2 340

(en millions)

	CA de 2024			CA de 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	2 911	(40)	2 871	3 113	(77)	3 036
Courrier transactionnel	919	–	919	936	(1)	935
Marketing direct	502	–	502	460	–	460
Autres produits	206	(135)	71	280	(181)	99
	4 538	(175)	4 363	4 789	(259)	4 530
Produits non attribués						
Timbres-poste	128	–	128	122	–	122
Machines à affranchir	180	–	180	189	–	189
	308	–	308	311	–	311
Total	4 846	(175)	4 671	5 100	(259)	4 841

c) Produits relatifs aux canaux de vente

Dans les produits des canaux de vente sont présentés les produits du régime intérieur, qui comprennent les produits générés par le canal commercial et les produits générés par la vente au détail. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels qu'ils sont définis à la note 11 a). Les gains (pertes) sur la variation du taux de change sont présentés dans la rubrique « Autres ».

(en millions)

	T2 2024			T2 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 635	(16)	1 619	1 720	(38)	1 682
Vente au détail	570	–	570	563	–	563
	2 205	(16)	2 189	2 283	(38)	2 245
Régime international	80	–	80	100	–	100
Autres	48	(50)	(2)	89	(94)	(5)
Total	2 333	(66)	2 267	2 472	(132)	2 340

(en millions)

	CA de 2024			CA de 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	3 404	(41)	3 363	3 549	(78)	3 471
Vente au détail	1 131	–	1 131	1 167	–	1 167
	4 535	(41)	4 494	4 716	(78)	4 638
Régime international	178	–	178	206	–	206
Autres	133	(134)	(1)	178	(181)	(3)
Total	4 846	(175)	4 671	5 100	(259)	4 841

12. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	505	486	1 030	1 026
Immobilier, installations et entretien	77	84	176	182
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	136	160	282	315
Charge d'investissement autre qu'en capital	58	78	114	156
Autres charges d'exploitation	776	808	1 602	1 679

13. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Produits d'intérêts	21	24	41	49
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	61	–	348	–
Autres produits	–	1	3	2
Produits de placement et autres produits	82	25	392	51
Charge d'intérêts	(22)	(23)	(44)	(45)
Autres charges	(1)	(1)	(5)	(4)
Charges financières et autres charges	(23)	(24)	(49)	(49)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	59	1	343	2

14. Autres éléments du résultat global

(en millions)

	Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	Autres éléments du résultat global
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations déterminées	
Solde cumulé au 31 décembre 2023	–	4	4		
Profits (pertes) de la période	(12)	–	(12)	1 380	1 368
Impôt sur le résultat	1	–	1	(345)	(344)
Montant net	(11)	–	(11)	1 035	1 024
Part revenant aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	–	(1)		
Solde cumulé au 29 juin 2024	(12)	4	(8)		

15. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	T2 2024	T2 2023	CA de 2024	CA de 2023
Produits générés par des transactions avec des parties liées	86	77	176	165
Paievements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	–	5	6	11
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	1	–	3	2
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	3	2	6	5

La plupart des produits générés par des transactions avec des parties liées concernent des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 8 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants (en millions) :

	Au 29 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	24	19
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	11	18
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	1	1

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par des principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe. Le cas échéant, ces personnes sont tenues de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées depuis le début de l'exercice 2024 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 4 millions de dollars et de 7 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 (4 millions de dollars et 8 millions de dollars, respectivement, en 2023). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour des montants de 5 millions de dollars et de 10 millions de dollars, respectivement (3 millions de dollars et 7 millions de dollars, respectivement, en 2023). Au 29 juin 2024, une créance de 10 millions de dollars (11 millions de dollars au 31 décembre 2023) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations déterminées et aux régimes à cotisations déterminées du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

16. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Les résultats des écritures de consolidation, des éliminations de soldes intersectoriels et des

fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle de la technologie de l'information en vertu d'une entente de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (en vigueur jusqu'au 15 avril 2024) sont présentés séparément à la colonne Écritures de consolidation et éliminations. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 29 juin 2024 et pour le T2 2024

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Écritures de consolidation et éliminations ^{1,2}	Total
Produits provenant des clients externes	1 645	656	(34)	2 267
Produits intersectoriels	8	7	(15)	–
Produits d'exploitation	1 653	663	(49)	2 267
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 258	296	6	1 560
Autres charges d'exploitation	571	259	(54)	776
Amortissement	93	33	(1)	125
Charges d'exploitation	1 922	588	(49)	2 461
Résultat d'exploitation	(269)	75	–	(194)
Produits de placement et autres produits	333	11	(262)	82
Charges financières et autres charges	(18)	(5)	–	(23)
Résultat avant impôt	46	81	(262)	(135)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(138)	16	–	(122)
Résultat net	184	65	(262)	(13)
Total des actifs	11 243	2 309	(221)	13 331
Total du passif	6 708	933	13	7 654

1. Les résultats d'Innovaposte ont été consolidés jusqu'au 15 avril 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

2. Les dividendes intragroupe ont été éliminés au moment de la consolidation.

Au 1^{er} juillet 2023 et pour le T2 2023
(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	1 624	640	76	–	2 340
Produits intersectoriels	21	9	8	(38)	–
Produits d'exploitation	1 645	649	84	(38)	2 340
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 224	280	38	31	1 573
Autres charges d'exploitation	592	254	31	(69)	808
Amortissement	88	26	13	–	127
Charges d'exploitation	1 904	560	82	(38)	2 508
Résultat d'exploitation	(259)	89	2	–	(168)
Produits de placement et autres produits	20	4	1	–	25
Charges financières et autres charges	(15)	(6)	(3)	–	(24)
Résultat avant impôt	(254)	87	–	–	(167)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(63)	24	(1)	–	(40)
Résultat net	(191)	63	1	–	(127)
Total des actifs	11 219	2 204	388	(312)	13 499
Total des passifs	6 582	896	245	(21)	7 702

Au 29 juin 2024 et depuis le début de 2024

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI¹	Écritures de consolidation et éliminations^{2,3}	Total
Produits provenant des clients externes	3 382	1 270	53	(34)	4 671
Produits intersectoriels	18	16	6	(40)	–
Produits d'exploitation	3 400	1 286	59	(74)	4 671
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 522	603	27	39	3 191
Autres charges d'exploitation	1 183	513	22	(116)	1 602
Amortissement	185	64	9	(8)	250
Charges d'exploitation	3 890	1 180	58	(85)	5 043
Résultat d'exploitation	(490)	106	1	11	(372)
Produits de placement et autres produits	499	23	–	(130)	392
Charges financières et autres charges	(39)	(9)	(1)	–	(49)
Résultat avant impôt	(30)	120	–	(119)	(29)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(172)	28	–	28	(116)
Résultat net	142	92	–	(147)	87
Total des actifs	11 243	2 309	–	(221)	13 331
Total du passif	6 708	933	–	13	7 654

1. Les résultats de SCI ont été consolidés jusqu'au 1^{er} mars 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

2. Les résultats d'Innovaposte ont été consolidés jusqu'au 15 avril 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

3. Les dividendes intragroupe ont été éliminés au moment de la consolidation.

Au 1^{er} juillet 2023 et depuis le début de 2023

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	3 405	1 288	148	–	4 841
Produits intersectoriels	43	19	16	(78)	–
Produits d'exploitation	3 448	1 307	164	(78)	4 841
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 428	578	74	61	3 141
Autres charges d'exploitation	1 219	538	62	(140)	1 679
Amortissement	172	52	23	1	248
Charges d'exploitation	3 819	1 168	159	(78)	5 068
Résultat d'exploitation	(371)	139	5	–	(227)
Produits de placement et autres produits	42	7	2	–	51
Charges financières et autres charges	(32)	(13)	(4)	–	(49)
Résultat avant impôt	(361)	133	3	–	(225)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(90)	37	–	–	(53)
Résultat net	(271)	96	3	–	(172)
Total des actifs	11 219	2 204	388	(312)	13 499
Total des passifs	6 582	896	245	(21)	7 702

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301

Pour en savoir plus, visitez **postescanada.ca**.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

postescanada.ca

